



Mouvance autonome en France

Ajouter des langues

Article Discussion

Lire Modifier Modifier le code Voir l'historique Outils

Pour un article plus général, voir *Mouvement autonome*.

La mise en forme de cet article est à améliorer (mai 2025).



[[Wiki]]

La mise en forme du texte ne suit pas les recommandations de Wikipédia : il faut le « wikifier ».

Comment faire ?

Le **mouvement autonome en France** ou la **mouvance autonome en France** est une tendance socioculturelle et politique qui tire ses influences de l'**anarchisme** et du **situationnisme**. En référence au concept d'**autonomie ouvrière**, il préconise l'indépendance vis-à-vis des **partis politiques**, des **syndicats**, de l'État (par le rejet de l'électoratisme ou des pratiques réglementées par la loi), du **capitalisme** (par le rejet des relations commerciales) et surtout, l'autonomie de chaque groupe local par rapport à toute organisation centralisée.



Symbole des squatters.

Les autonomes se distinguent principalement des groupes d'**extrême gauche** et des groupuscules anarchistes par leur recours à des formes d'action illégales, une critique radicale du travail salarié, la recherche du plaisir immédiat et une vie plus ou moins communautaire. Ces caractéristiques font du mouvement autonome un phénomène unique dans le paysage politique et social français.

Description [modifier | modifier le code]

La mouvance autonome en France a toujours été, et est toujours, divisée en des dizaines de groupes parisiens, régionaux et locaux indépendants les uns des autres. Certains rassemblent des individus autour d'une idéologie et d'une praxis¹. La plupart s'inspirent en partie des thèses situationnistes, et refusent toute idéologie et dogmes figés. Ses pratiques illégales comprennent le **squat**, l'**autoréduction**, l'**émeute**, le **sabotage** et la **lutte armée**². Les autonomes se distinguent aussi par leur forme d'organisation basée sur la **démocratie directe** et l'autonomie de chaque groupe. Cette forme d'organisation peut se décliner de différentes manières : **coordinations** composées de délégués de chaque groupe, **assemblées générales**, mais aussi et le plus souvent réseau informel, voire inorganisation ou désorganisation. Certains groupes ont un fonctionnement plus autoritaire, avec ses chefs et ses leaders. Le mouvement autonome en France se fonde avant sur tout le rejet de l'**extrême gauche** traditionnelle, sous sa forme **trotskyte**, ou **maoïste** ou **anarchiste**². Le mouvement rassemble des groupes liés au **mouvement ouvrier**, puis aux **nouveaux mouvements sociaux**. Les médias réduisent habituellement le mouvement autonome à sa dimension violente.

Les autonomes sont classés par la plupart des journalistes et historiens à l'[extrême gauche](#)³. Les conseillistes sont issus de l'[ultragauche](#). Les autonomes se distinguent de l'ultra-gauche par leur insurrectionnalisme, leur [antifascisme](#) et leur soutien aux [luttés de libération nationale](#)⁴. Pour les conseillistes, l'insurrection est menée par un mouvement de masse rassemblant la majorité de la classe ouvrière dans le cadre d'une grève générale : les conseils insurrectionnels. Ces militants d'ultra-gauche se concentrent sur les [grèves](#)⁵. Les autonomes privilégient l'action émeutière et peuvent mener des opérations militaires réalisées par de petits groupes dont les plus connus sont les [Noyaux armés pour l'autonomie populaire](#) (NAPAP) ou [Action directe](#).

Violence [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Dans le langage courant, parler des autonomes ou du mouvement autonome fait référence aux pratiques émeutières relatées par la presse, comme les débordements du 23 mars 1979 lors d'une [manifestation parisienne des sidérurgistes](#) lorrains. La dynamique autonome connaît un emballement médiatique à partir de 1976 et son apogée entre 1977 et 1979. Elle se termine brutalement. Certains attribuent cette disparition à la naissance d'[Action directe](#), d'autres à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.

Action directe est la principale organisation militaire du mouvement autonome de 1979 à 1987⁶. Elle représente une tendance du mouvement, mais des groupes ne se reconnaissent pas dans son approche militariste : les « Occupants-Rénovateurs »⁷ et les « [Fossoyeurs du Vieux Monde](#) »⁸.

Influences théoriques et tendances [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Dans les années 1970, apparaissent plusieurs sensibilités différentes. Leurs influences viennent de courants de pensées multiples. Des théoriciens du mouvement autonome sont influencés par les [négristes](#) ou opéraïstes, les [communistes libertaires](#), les « désirants » (qui s'inspirent de la pensée de [Michel Foucault](#), [Gilles Deleuze](#), et [Félix Guattari](#)), les « teppistes » (partisans de la délinquance révolutionnaire)^{1,9}. Une partie du mouvement autonome n'est pas opposée à l'idée d'un [État](#) fort, notamment dans la perspective ultérieure de défendre les acquis de l'autonomie. Les différentes sensibilités du mouvement viennent d'événements structurants : l'[Internationale situationniste](#), ou la situation sociale des groupes qui le composent. Il existe des pôles étudiants (Normale sup', Paris Dauphine, Nanterre, et autres universités parisiennes et de province), des pôles de jeunes représentant les « nouvelles marges » de [banlieue](#), et des pôles ouvriers et internationalistes dans les régions minières, et les grandes villes et régions industrielles (Nantes, Toulouse, Marseille, Montpellier et les Cévennes, etc.) avec une forte proportion d'immigrés de divers pays¹⁰.

Particularités [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Pour [Isabelle Sommier](#)^[Qui ?], les caractéristiques de la mouvance autonome française se confondraient au xxi^e siècle avec celles de la [mouvance libertaire](#) : rapprochement par [groupe d'affinité](#), [action directe](#), participation aux [luttés anticarcérales](#), à celle des sans-papiers ou contre la [biométrie](#). Cette analyse omet le fait que ni les collectifs autonomes, ni les organisations libertaires ne sont des groupes affinitaires¹¹.

Dans le mouvement libertaire, la [Confédération nationale du travail](#) (CNT), par exemple, est un syndicat : son fonctionnement est trop formel pour les autonomes, ses formes d'action sont cantonnées au cadre légal et son axe de lutte se concentre sur le monde du travail. Cette organisation n'a rien en commun avec les autonomes, ce qui est le cas des autres organisations libertaires¹².

Histoire [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Origines (milieu du xix^e siècle - milieu du xx^e siècle) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La naissance d'un mouvement autonome ou d'une mouvance autonome est difficile à dater en [France](#). Des groupes révolutionnaires se réclamant de l'[autonomie ouvrière](#) existent depuis le xix^e siècle¹³, qu'ils soient [marxistes](#) ou [syndicalistes-révolutionnaires](#). Pour les syndicalistes-révolutionnaires, l'autonomie ouvrière est synonyme d'autonomie par rapport aux partis politiques. Cette autonomie s'incarne dans les syndicats. Parmi les marxistes, la référence à l'autonomie ouvrière est mise en avant à partir de 1919 par les [conseillistes](#) qui s'opposent à l'[Union des républiques socialistes soviétiques](#) (URSS) et au modèle de dictature du parti représenté par [Vladimir Ilitch Lénine](#). Pour les conseillistes, l'autonomie ouvrière est synonyme d'autonomie non seulement par rapport aux partis mais également par rapport aux syndicats⁵. Les syndicalistes-révolutionnaires et les conseillistes se rejoignent dans leur conception de l'autonomie ouvrière uniquement sur la question de l'autonomie par rapport aux partis politiques : c'est un concept antiléniniste.

L'impulsion des années 1960 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À la suite d'une longue tradition de groupes autonomes, souvent clandestins, depuis le xix^e siècle connus sous le nom général d'[autonomie ouvrière](#), l'autonomie politique en tant que pratique se développe à partir de la fin des années 1960. Des groupes de réflexion comme [Socialisme ou Barbarie](#) de [Claude Lefort](#) et [Cornélius Castoriadis](#) théorisent la nécessité pour les prolétaires de viser l'autonomie individuelle et collective, soit une [démocratie](#) « radicale ». Ils influencent [Guy Debord](#) et les situationnistes¹⁴. Dans cette effervescence révolutionnaire, la mouvance autonome est influencée par les idées anarchistes, communistes libertaires, conseillistes, situationnistes. L'apparition de groupes autonomes libertaires (pro-[situationnistes](#) souvent) à Paris, et dans différentes régions date d'avant les *événements de mai 1968*¹⁵. Ils signent rarement leurs tracts *Groupes autonomes libertaires* (regroupés dans l'Union des groupes autonomes libertaires (UGAL, 1969-1971)) ou Groupes autonomes d'action. Ils se distinguent par l'anonymat et la clandestinité, se fondent avec les « inorganisés » dans les mouvements sociaux en les radicalisant, changent systématiquement de nom à chaque action et publication, agissent par des apparitions émeutières dans les manifestations, des dommages causés à divers bâtiments publics (casernes, gendarmeries, perceptions, etc.), soutiennent activement les anarchistes ibériques, et pratiquent la « récupération prolétarienne » par le vol dans les entreprises¹⁶.

La plupart de ces groupes ont aussi une façade légale, sous d'autres noms, et avec le statut d'associations loi de 1901, ou de coopératives, gèrent des lieux ouverts au public, comme des cafés-librairies-bibliothèques, imprimeries, embryons de coopératives biologiques, et organisent diverses manifestations

culturelles : conférence, débats, concerts, et expositions artistiques, en essayant de rompre avec les dualismes artistes/spectateurs, conférenciers/auditeurs, producteurs/clients.

Un petit nombre prône et pratique la révolution¹⁷ et la recherche des plaisirs immédiats, y compris et surtout dans la vie quotidienne, pratique de la [vie en communauté](#), l'[amour libre](#), la production et l'échange de produits alimentaires, s'isole volontairement des groupes gauchistes plus traditionnels, sauf alliances techniques avec la Gauche prolétarienne.

De manière spontanée, des groupes autonomes apparaissent dans plusieurs villes de France sans que cela soit décidé par un quelconque comité central. Certains se coordonnent comme l'UGAL¹⁸. Après des décès violents et des emprisonnements, d'autres groupes se créent : le 24 novembre 1976 a lieu la première réunion du Collectif d'Agitation à l'initiative du groupe [Camarades](#)¹⁹. Par leurs pratiques, et leur proximité avec le [Mouvement Ibérique de Libération](#) (MIL) et les [Groupes d'action révolutionnaires internationalistes](#) (GARI), ces groupes autonomes, clandestins et anonymes, sont les précurseurs des autres groupes créés à la fin des années 1970.

Ces groupes s'autodissolvent au début des années 1970 après que certains de leurs membres soient morts, gravement blessés, ou emprisonnés lors d'actions violentes en France et en Espagne. Des membres s'investissent à titre individuel dans des groupes violents (les GARI), ou dans la fondation des premiers groupes non-violents d'[écologie politique](#), les groupes féministes et homosexuels, les [squats](#) associatifs, l'[antipsychiatrie](#), la [dépénalisation du cannabis](#), la [défense des prisonniers](#), des mineurs, le [tiers-mondisme](#), le [syndicalisme](#), la création de [coopératives](#), d'[exploitations agricoles](#) et de [communauté](#) autonomes à tout point de vue, y compris énergétiques, et la création artistique^{20,21}.

Années 1970 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À partir de 1973, des groupes léninistes italiens se réclament de l'autonomie par rapport aux syndicats, qui, pour eux, s'incarnent dans la dictature du parti. Ces groupes léninistes constituent le [mouvement autonome en Italie](#) autour de [Toni Negri](#) et influencent en France le groupe [Camarades](#). Le concept d'autonomie se transforme en courant politique en Italie à partir de 1973, et en France à partir de 1977 (création de l'Assemblée générale parisienne des groupes autonomes (AGPA)). En France, de 1977 à 1979, le mouvement des "autonomes" est principalement représenté par le groupe [Camarades](#), l'[Organisation communiste libertaire](#) (OCL), le groupe [Marge](#), et les « [Fossoyeurs du vieux monde](#) »²². Des militants maoïstes participent également à Camarades. Ce mouvement autonome de 1977 rassemble des groupes léninistes et des groupes [anarchistes](#) (ou prônant la [délinquance révolutionnaire](#)). Le groupe Marge est un groupe anarchiste qui ne se réclame pas de l'autonomie ouvrière mais de « l'Autonomie désirante »²³. Cette tendance s'inspire de [Michel Foucault](#) et ne se réfère pas à la lutte de classe. Elle envisage le combat révolutionnaire comme une lutte transversale entre différentes formes de vie, libertaires ou autoritaires.

Années 1970, à Paris [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

1971 voit l'apparition, à Paris, de plusieurs groupes à la frontière du [situationnisme](#) et de l'[autonomie](#) : « Les Guérilleros du Plaisir » et à [Sèvres](#), le squat du 18-22 rue des Caves²⁴.

En 1974, plusieurs groupes appartiennent au mouvement autonome, à Paris ou en province. On peut citer les militants maoïstes refusant l'autodissolution de la [Gauche prolétarienne](#) et qui font paraître à nouveau le journal [La Cause du peuple](#). Certaines actions de *La Cause du Peuple* sont revendiquées par le groupe « Vaincre et Vivre ».

Egalement autour de [Jean-Marc Rouillan](#), les militants issus du [Movimiento Ibérico de Liberación](#) qui créent les [Groupes d'action révolutionnaires internationalistes](#) (GARI) pour revendiquer une série d'attentats en France contre l'[Espagne franquiste](#).

Dans le même esprit, [Gérald Dittmar](#) et [Jacques Lesage de La Haye](#) créent le groupe [Marge](#) après l'échec de la Fédération des luttes et actions marginales (FLAM). Marge réunit notamment [Walter Jones](#), [Grisoune Jones](#), et [Daniel Guérin](#). [Serge Livrozet](#), [Frédéric Nathan](#) et [Daniel Ladovitch](#) participent à la revue, dont certains numéros sont imprimés à 10 000 exemplaires. À partir de 1977, Marge se réclame de l'« Autonomie désirante ».

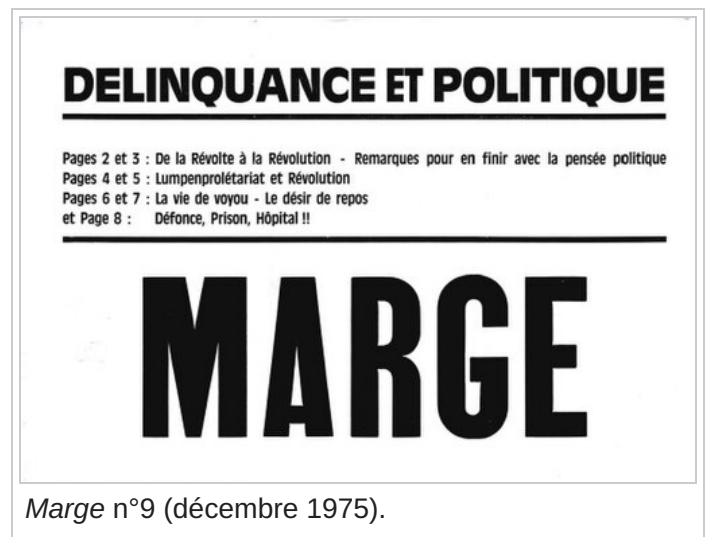
Et enfin, [Yann Moulier-Boutang](#) qui fonde le groupe [Camarades](#) après avoir publié de 1972 à 1973 la revue *Matériaux pour l'intervention*, inspirée des thèses de l'[opéraiisme](#) italien, et plus particulièrement de [Toni Negri](#)²⁵.

1976 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 15 avril 1976 à Paris, une manifestation dans le cadre du [mouvement étudiant contre le « plan Saunier-Seité »](#) rassemble plusieurs milliers (voire dizaines de milliers) de lycéens, étudiants et enseignants. Sur le [pont de Sully](#), des centaines d'« éléments incontrôlés » affrontent pendant une demi-heure les [Compagnies républicaines de sécurité](#) (CRS) qui bloquent le [boulevard Saint-Germain](#). Vers 18 heures, ils attaquent le [cortège de tête](#) des organisateurs de la manifestation, laissant derrière eux « vitrines brisées, parc-mètres défoncés, magasins d'antiquités saccagés ». Les affrontements font plusieurs blessés du côté des manifestants²⁶.

Le 14 mai, [Jean Bilski](#)²⁷, [anarchiste](#) autonome, « terroriste solitaire et délicat »²⁸, abat [Jacques Chaine](#), PDG du [Crédit lyonnais](#), avec un [Walther P38](#), puis se suicide avec son arme²⁹.

En juin, est fondée l'[Organisation communiste libertaire](#) (OCL, à la suite d'une rupture au sein de l'[Organisation révolutionnaire anarchiste](#) (ORA). L'ORA se divise sur la question du syndicalisme : une tendance défend une conception syndicale de la lutte révolutionnaire, à l'opposé, les militants de l'OCL s'engagent dans la voie de l'Autonomie³⁰.



Le 24 novembre, à Paris, rue d'Ulm, a lieu la première réunion à l'[École normale supérieure](#) du Collectif d'Agitation créé par Camarades³¹. Les militants de Camarades sont rejoints par la bande de [Rueil-Malmaison](#), un groupe [maoïste](#) issu de *La cause du peuple* et dirigé par [Guy Dardel](#).

1977 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En février, paraît le premier numéro des [Fossoyeurs du vieux monde](#)⁸.

Le 23 mars, Jean-Antoine Tramoni est assassiné par les [Noyaux armés pour l'autonomie populaire](#) (NAPAP). Les NAPAP sont issus du groupe « Vaincre et Vivre ». Jean-Antoine Tramoni (ancien des troupes d'élite de [Jacques Massu](#)) est le vigile de [Renault](#) qui a tué [Pierre Overney](#) en 1972, lors d'un affrontement avec les vigiles pendant une [grève sauvage](#). Pierre Overney était un jeune ouvrier de Renault et un militant maoïste de la [gauche prolétarienne](#).

Le 27 mars, un incendie se déclare sur l'aire de stationnement de l'[usine Renault de Flins](#), revendiqué par les NAPAP.

Le 3 avril, un attentat contre la [Confédération française du travail](#) est revendiqué par les NAPAP.

Le 1^{er} mai, à l'occasion de la [fête du Travail](#), une manifestation rassemble 100 000 personnes à Paris ; des autonomes déploient, [rue Saint-Antoine](#) entre deux immeubles à 12 m de haut, une banderole de 15 m de long sur laquelle est inscrit « Fête de l'aliénation !! ». Cette action, qui immobilise la tête de la manifestation pendant 25 minutes, participe de la critique du travail et de la lutte contre les organisations syndicales.

Le 13 mai, trois sympathisants des NAPAP sont arrêtés lors d'un contrôle routier où ils sont découverts en possession d'armes à feu et incarcérés.

Le 6 juin, attentat et coups de feu contre [Chrysler France](#), revendiqués par les NAPAP.

Le 8 juin, une manifestation célèbre la mémoire de Pierre Maître, gréviste des Verreries mécaniques champenoises, les VMC, tué par balle dans la nuit du 4 au 5 juin 1977 par deux hommes membres du [Service d'action civique](#) (SAC), membres de l'encadrement de Citroën et de la Confédération française du travail (CFT)³². Environ 4 000 personnes manifestent, dont 200 autonomes casqués et armés de barres de fer. Une société de vigiles, place de la Nation, est attaquée à coup de [cocktails Molotov](#)³³.

Le 31 juillet, manifestation contre le nouveau [réacteur nucléaire Superphénix](#) à [Creys-Malville](#) (dite manifestation ou bataille de [Malville](#)). Les services d'ordre des organisations gauchistes dévient la manifestation pour éviter l'affrontement. Environ 5 000 CRS et gendarmes mobiles s'opposent aux 60 000 manifestants [antinucléaires](#), dont plusieurs centaines d'autonomes. La police utilise des [grenades offensives](#) et cause la mort d'une personne, Vital Michalon. Une centaine de manifestants sont blessés ; deux sont amputés, d'une main pour l'un et d'un pied pour l'autre. Une dizaine de CRS ou gendarmes mobiles sont également blessés, dont un qui a la main arrachée par l'explosion d'une grenade. 2 500 grenades à effet de souffle sont lancées par la police³⁴. Cette manifestation violente est une date dans l'évolution du mouvement autonome : « Malville a recomposé brutalement tous ceux qui étaient partis à la dérive depuis 1972 » (revue *Camarades*, n° 6, 1977)³⁵.

Le 8 octobre, un attentat vise le domicile d'[Alain Peyrefitte](#), [ministre de la Justice](#), revendiqué par les NAPAP. Alain Peyrefitte est à l'origine des projets de lois « Sécurité et libertés » et « Anticasseurs ».

le 14 octobre, des attentats contre le [palais de justice de Paris](#) et le [ministère de la Justice](#) sont perpétrés par les NAPAP.

Le 20 octobre, l'Assemblée générale parisienne des groupes autonomes (AGPGA) se réunit à [Jussieu](#).

Le 21 octobre, une manifestation se tient à Saint-Lazare, à l'appel de l'OCL, pour contester la version « suicide » de la mort d'[Andreas Baader](#), de [Gudrun Ensslin](#) et de [Jan-Carl Raspe](#) à la prison de haute sécurité de Stuttgart-Stammheim. Cette mort est perçue comme un assassinat perpétré par l'État fédéral allemand. La manifestation, illégale, entraîne l'interpellation de 300 personnes.

Le 23 octobre, 150 autonomes occupent les locaux parisiens du journal [Libération](#). Ils lui reprochent une [Une](#) titrée « RFA - RAF : la guerre des monstres ». Elle est interprétée comme une désolidarisation totale avec le groupe de lutte armée ouest-allemand [Fraction armée rouge](#), de la part d'un journal qui jusque-là était la voix des autonomes (il publiait certaines analyses et leurs communiqués). Des inscriptions telles que « Tout journaliste est un flic » et « [\[Serge\] July](#), bientôt ton heure » sont relevées. L'édition du lendemain est annulée. Cette action est considérée comme la première organisée par l'AGPGA³⁶.

Le 24 octobre, à l'appel de l'AGPGA, une manifestation est organisée devant le palais de Justice, en soutien à [Klaus Croissant](#) à l'occasion du premier procès visant à son extradition vers l'[Allemagne de l'Ouest](#). La police procède à 70 interpellations.

Le 29 octobre, entre 400 et 500 personnes participent à la première [assemblée générale](#) d'envergure de l'AGPGA, au [Campus de Jussieu](#).

Le 15 novembre, un cortège autonome se forme lors de la manifestation d'extrême-gauche la veille du troisième procès de Klaus Croissant. Des dégradations sont commises contre un garage [Mercedes](#) et une agence [Siemens](#).

Le 17 novembre, l'assemblée générale de l'AGPGA se tient à Jussieu avec 600 participants.

Le 18 novembre, pour protester contre l'extradition de Klaus Croissant deux jours avant, une manifestation est organisée de la [place de la République](#) à la [place de la Nation](#) par des groupes et organisations d'extrême-gauche. Environ 10 000 personnes y participent, dont 2 500 autonomes. Ces derniers, tout au long de la manifestation, vont affronter la police et les services d'ordre des organisations d'extrême-gauche. Des véhicules de police et des banques sont incendiées. Les affrontements durent jusque dans la nuit.

Dans la nuit du 19 au 20 novembre, une vague d'attentats a lieu sur tout le territoire français : 23 de ces attaques contre les intérêts d'[Électricité de France](#) (EDF) et de l'industrie nucléaire sont revendiquées par la [Coordination autonome des révoltés en lutte ouverte contre la société](#) (CARLOS) et nommée « nuit bleue antinucléaire »³⁷. Cette « coordination politico-militaire interne au mouvement autonome », immédiatement

dissoute à la suite des attentats, est un premier pas dans les rencontres entre différents groupes autonomes (dont les NAPAP et les [Groupes d'action révolutionnaire internationalistes](#) (GARI), entre autres) et dans le cheminement vers la formation d'[Action directe](#).

Le 24 novembre, une émeute (affrontements, barricades, cocktails Molotov...) a lieu dans le [XIV^e arrondissement de Paris](#), à la suite de l'expulsion illégale des habitants de quatre squats d'autonomes.

Le 26 novembre, une émeute oppose un millier de personnes à la police pour contester l'expulsion du squat du XIV^e arrondissement. Le siège de la SEMIREP, impliquée dans la rénovation du quartier, est incendié à l'aide de cocktails Molotov.

Le 19 décembre, un attentat contre [Fauchon](#) est revendiqué par le groupe autonome « Les Smicards en Pétard ».

1978 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 22 janvier, un « week-end contre l'Europe des polices » (contre l'[espace Schengen](#)) est organisé à [Strasbourg](#). FR3 parle de la venue de « deux mille étrangers, armés et casqués ». Le rassemblement est interdit, et les 4 000 policiers déployés procèdent à de nombreuses arrestations. L'organisation Camarades se distancie du mouvement autonome en refusant de venir et d'appeler à ce rassemblement.

Le 7 mars, une manifestation violente part d'un amphithéâtre de l'université de Jussieu (un ordinateur de la faculté est détruit à coups de barres de fer), pour protester contre la mort *a priori* par suicide (égorgé) de José Tronelle (sympathisant des NAPAP), le 20 février de la même année, à la [prison de la Santé](#). José Tronelle allait être jugé le jour même, avec trois autres personnes (tous sympathisants des NAPAP), pour détention d'armes, d'explosifs et de faux-papiers (la femme de José Tronelle réfute la thèse du suicide). Le tournage d'un film de [Claude Lelouch](#) est perturbé par l'attaque d'un café, une centaine de vitres sont détruites sur le parcours de la manifestation. Des cocktails Molotov sont lancés contre le [Paradis latin](#). Une personne est arrêtée en possession d'un [Luger Parabellum 7,65 mm](#)³⁸.

Le 8 mars, 300 femmes manifestent. Rue de Saint-Denis, à Paris, des [sex-shops](#) et un cinéma [pornographique](#) sont saccagés et partiellement détruits.

Le 5 avril, des autonomes organisent une attaque physique et frontale contre le service de sécurité du KCP au [Bataclan](#). L'agression est revendiquée « Marée noire ».

Le 6 avril, en [Bretagne](#), 10 000 personnes manifestent contre la [marée noire](#). Affrontements entre des autonomes et la police. Une voiture de police est incendiée ; 21 personnes sont interpellées.

Le 1^{er} mai, à la manifestation parisienne pour la fête du Travail, les autonomes s'affrontent tout au long du cortège à la police et au service d'ordre de la [Confédération générale du travail](#) (CGT) : 200 d'entre eux prennent temporairement la tête de la manifestation. Plusieurs motos de police sont incendiées et 83 vitrines sont brisées. Des magasins sont pillés. Au moins cinq barricades sont montées. On compte une trentaine de blessés et au moins 45 interpellations (dont 8 passeront devant le tribunal pour « violence à agent »).

Le 2 mai, à Paris, les attentats contre trois agences de l'[ANPE](#) sont revendiqués par un « Groupe pour l'extension du premier mai aux jours suivants ».

Le 9 mai, à [Poissy](#), un attentat contre une agence ANPE est revendiqué par « Marée rouge ».

Le 10 mai, Henri P., arrêté lors de la manifestation sauvage du 7 mars 1978 en possession d'une arme à feu, est condamné à 3 ans de prison, dont 1 an avec sursis.

Le 12 mai, les « Bombeuses à chapeaux », groupe autonome de femmes, saccagent la Librairie de Femmes.

Le 13 mai, cent cinquante CRS tentent de vider le squat de la [rue Lahire](#).

Le 23 mai, les squatteurs de la rue Lahire sont expulsés.

Le 15 juin, à Metz, la moitié des 1800 parcmètres de la ville sont sabotés avec de la résine Syntofer.

Le 15 novembre, à [Caen](#), des affrontements avec les forces de l'ordre ont lieu sur les ponts de l'Orne, dans le cadre d'une manifestation intersyndicale contre le chômage

Le 18 novembre, toujours à Caen, à la suite des affrontements du 15 novembre, se tient une nouvelle manifestation intersyndicale. Après la dislocation, des autonomes tentent de s'en prendre à la préfecture. Ils sont repoussés dans le centre-ville où plusieurs vitrines sont brisées, quelques commerces pillés.

1979 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 13 janvier, à Paris, en fin d'après-midi, une cinquantaine d'autonomes cagoulés et masqués s'attaquent à la barre de fer et à la batte de baseball au quartier des grands magasins, près de la [Gare de Paris-Saint-Lazare](#), pour protester contre le coût de la vie. Les vitrines de douze commerces *de luxe* sont brisées, la recette générale des impôts et une agence de travail intérimaire sont attaquées, un cinéma est incendié, six policiers et quelques passants sont blessés. Neuf personnes sont arrêtées. Selon la police, l'action est revendiquée par les « Brigades autonomes révolutionnaires »³⁹.

Le 22 janvier, se tient le procès de quatre personnes arrêtées lors du saccage du quartier Saint-Lazare. Les inculpés sont condamnés de deux à quatre années de prison ferme. 150 personnes manifestent leur soutien devant le tribunal et sont arrêtées par la police.

Le 31 janvier, à Paris, le domicile du magistrat qui a condamné les « inculpés de Saint-Lazare » est investi et dégradé par le « Groupe autonome du 22 janvier ». La police riposte en arrêtant une quinzaine de personnes et le siège de l'OCL est perquisitionné.

Le 11 février, à [Grenoble](#), un groupe autonome de grévistes, les *Piratélés*, détruit le matériel et dégrade les locaux de la chaîne FR3.

Le 23 mars⁴¹, à Paris, des sidérurgistes [lorrains](#) manifestent. Dans la matinée, la police procède à une rafle « préventive » dans les squats parisiens et entre 82 et 150 autonomes ou présumés tels sont arrêtés.

Cinq cortèges défilent depuis cinq mairies communistes de la banlieue est de Paris, afin de converger [place de la République](#) vers 15h00. Aux environs de midi, plusieurs centaines d'autonomes casqués, armés de barres de fer et munis de boulons et de cocktails Molotov, affrontent le service d'ordre CGT du cortège qui passait la [porte de Pantin](#). Entre 60 000 et 100 000 (certaines sources⁴² parlent même de 300 000) sidérurgistes et syndicalistes (dont 5 000 rien que pour le service d'ordre) se réunissent place de la République pour défiler jusqu'à la [place de l'Opéra](#). Les autonomes affrontent une nouvelle fois le service d'ordre de la CGT autour de la [porte Saint-Martin](#). Peu après 17h00, les autonomes se heurtent aux CRS ainsi, encore une fois, qu'au service d'ordre de la manifestation. La police, débordée, s'en prend alors aussi aux ouvriers qui se défendent, malgré les vaines tentatives du service d'ordre de les empêcher.



Grisélidis Réal (Marge) :
« Se prostituer est un acte révolutionnaire »⁴⁰.

Les affrontements entre police et service d'ordre d'un côté, et autonomes et ouvriers de l'autre, se terminent vers 20h00, autour de la [gare de Paris-Est](#) assiégée par la police (les autonomes s'y étaient retranchés) et dans le [quartier de la Goutte-d'Or](#). Selon la [Préfecture de police de Paris](#), les incidents ont débouché sur 24 arrestations pour « pillage », « port d'arme », ou « coups et blessures ». Trois commissaires de police, 20 gendarmes, 25 CRS et 20 gardiens de la paix sont blessés dans les affrontements avec les autonomes et les sidérurgistes. Ces chiffres sont à relativiser : le communiqué de la préfecture de police est tombé avant la fin des affrontements.

Sur le nombre d'arrestations, Jean-Baptiste Casanova parle de 131⁴³. Ce chiffre semble crédible : plus de 30 personnes seront condamnées en justice pour des faits de violence lors de la manifestation et des affrontements. En ce qui concerne les blessés du côté des forces de l'ordre, un chiffre incertain fait état de 116⁴⁴.

Trois photographes et cadres de presse, ainsi que de nombreux manifestants et passants, ont été blessés, dont 8 grièvement. Au niveau matériel, 121 vitrines ont été brisées, 54 magasins ont été pillés, des dizaines de voitures ont été incendiées et quelques barricades ont été montées en travers des rues.

Enfin, selon l'[AFP](#), des « Brigades autonomes » auraient revendiqué par téléphone l'attaque de 130 magasins sur le [boulevard Haussmann](#).

Le 23 avril, à Paris, un meeting contre la répression est organisé par les autonomes à la [Maison de la Mutualité](#) et réunit plus de 2 000 personnes.

Le 1^{er} mai, à Paris, lors de la manifestation traditionnelle de la [fête du Travail](#), le service d'ordre de la [Ligue communiste révolutionnaire](#) charge les autonomes à plusieurs reprises, avant d'être attaqué [place de la République](#) par les CRS, agressés par les autonomes. Il y aura douze blessés du côté des trotskystes.

Deux cars de police sont incendiés à la suite d'une pluie de cocktails Molotov des autonomes contre la police.

Le mitraillage de la façade du siège parisien du [CNPF](#) est revendiqué par un nouveau groupe issu de la lutte armée antifranquiste ([Groupes d'action révolutionnaires internationalistes](#) (GARI), maoïste, [Noyaux armés pour l'autonomie populaire](#) (NAPAP), et de l'Autonomie parisienne : [Action directe](#)⁴⁵.

Dans la nuit, à Paris, une douzaine d'attentats à la bombe contre des intérêts économiques et politiques (banques, commissariats, permanences politiques, ANPE...) est revendiquée par la « Coordination d'actions révolutionnaires ».

Un groupe autonome revendique la destruction d'une vingtaine de vitrines dans le [6^e arrondissement de Paris](#).

Le 28 août, la perception de [Condé-sur-l'Escaut](#), dans le Nord, est braquée. Les assaillants s'emparent de 16 millions de francs.

La création d'[Action directe](#) est le résultat d'une scission au sein de [Camarades](#). La tendance de [Yann Moulier-Boutang](#) ne se reconnaît pas dans la stratégie d'Action directe et s'engage de son côté dans le [Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté](#) (CINEL). Le groupe Camarades disparaît à la suite de cette rupture. Le groupe Marge s'autodissout à la même époque. Le mouvement autonome est alors en perte de dynamique.

Les collectifs de Montpellier [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Certains des collectifs autonomes de Montpellier ont une façade associative légale et des locaux ouverts au public :

« Le Dédale culturel » (1968-1973) est un embryon d'athénée libertaire, et la façade légale ([association loi de 1901](#)) du Groupe Autonome Libertaire Montpellier-Cévennes, clandestin, influencé par les thèses situationnistes et membre de l'Union des Groupes Automes Libertaires (UGAL).

« L'Oustal » - « Le Music-hall Cause » (1976-77) regroupent café, cantine, auberge de jeunesse, coopérative biologique, organisation de concerts et de foires associatives sur les places publiques, hébergement de personnes en difficultés. Il est le lieu de réunion de Montpellier écologie, du Groupe de libération homosexuelle, du Collectif cannabis, du Groupe d'information sur les psychotropes, du Groupe de réflexion et d'action sur les prisons (GRIAP), de groupes de lycéens et d'étudiants, de groupes d'étrangers, et de groupes de femmes. Il est inspiré, entre autres, par le mouvement des "indiens métropolitains" de Bologne en Italie.

Années 1980 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Dans les années 1980, la disparition des groupes fondateurs du mouvement laisse la place à une nouvelle génération d'autonomes. Ils s'investissent dans de nombreuses luttes sociales : [mouvement étudiant](#), [mouvements des chômeurs et des précaires](#), [squats](#), [lutte des mal-logés](#), [mouvement des sans-papiers](#), [luttes anticarcérales](#). Les groupes autonomes abandonnent progressivement la lutte armée, les chefs d'Action Directe sont arrêtés à Vitry aux loges en 1986 ; la dernière opération militaire, menée par [Florence Rey et Audry Maupin](#) en 1994, est considérée comme un acte isolé⁴⁶.

Le mouvement est affaibli par l'arrivée de la gauche au pouvoir et se retranche principalement dans les [squats](#). Jusqu'en 1984, la mouvance parisienne est divisée en trois tendances : [Action directe](#), les Occupants-Rénovateurs, et les [Fossoyeurs du Vieux Monde](#).

Les Occupants-Rénovateurs réunissent notamment des [négristes](#) issus de [Camarades](#) et des militants de l'[Organisation communiste libertaire](#) (OCL). Alors qu'Action directe est dans une logique militaire, les Occupants-Rénovateurs défendent une conception autogestionnaire du squat visant à se réapproprier les immeubles pour en faire des lieux de vie culturelle⁴⁷.

Les Fossoyeurs du Vieux Monde s'inspirent quant à eux des [situationnistes](#) pour mettre en pratique une stratégie révolutionnaire axée sur la délinquance⁴⁸.

Les conflits entre ces trois tendances entraînent régulièrement des affrontements entre différents groupes de squatteurs. On note le décès par balle le 12 décembre 1982, lors d'une agression d'un squat rue des Cascades par un autre groupe de squatteurs, de Patrick Rebholz, ou l'agression par balle supposée d'Alain Carpentier par [Régis Schleicher](#)⁴⁹. Le mouvement parisien se réunifie en 1986 avec la création du [Comité des mal-logés](#).

1980 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En Mai, des émeutes éclatent autour de l'[université de Jussieu](#), à l'occasion de la mobilisation contre le décret Imbert visant à restreindre l'immigration des étudiants étrangers.

Le 13 mai, un émeutier de Jussieu, Alain Bégrand, meurt au cours des affrontements avec la police⁵⁰.

Le 13 septembre, une dizaine de militants d'[Action directe](#) sont arrêtés, dont [Jean-Marc Rouillan](#) et [Nathalie Ménigon](#).

1981 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 10 juin, cinq personnes accusées du braquage de Condé-sur-l'Escaut sont arrêtées.

Le 7 août, les prisonniers politiques sont amnistiés pour la plupart.

Le 22 août, [Nathalie Ménigon](#) et les cinq accusés du braquage de Condé-sur-l'Escaut sont exclus de l'amnistie pour délits de droit commun ; ils entament une grève de la faim en prison pour demander leur libération.

En septembre, en octobre, une série d'actions de solidarité aboutit à la libération des prisonniers en grève de la faim.

1982 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Des manifestations antinucléaires contre l'extension de la centrale nucléaire de [Chooz](#) sont l'occasion d'émeutes dans les [Ardennes](#). Ce mouvement local converge pendant un an avec celui des sidérurgistes qui luttent contre la fermeture de leur usine.

Le 5 juin, des organisations d'[extrême-gauche](#) appellent à une manifestation contre le sommet du G7 à Versailles et rassemble 20 000 personnes à Paris⁵¹, dont 200 autonomes qui défilent en tête. Les autonomes cassent les vitrines des banques et des agences d'intérim du [boulevard de Magenta](#), empêchent toutes autres dégradations, et tabassent les casseurs indépendants². Plusieurs agences d'intérim ferment définitivement après cette journée.

1983

Le 18 mars, Radio Mouvance diffuse sa première émission.



En mai, les autonomes attaquent les manifestations organisées par l'[Union nationale inter-universitaire](#) (UNI) contre la suppression de la sélection à l'entrée des universités.

1984 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

[Action directe](#) s'exile en Belgique. [Les Fossoyeurs du Vieux Monde](#) s'exilent en Angleterre. En décembre, la rédaction de *L'Internationale* est arrêtée.

1985 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 25 janvier, le général [René Audran](#) est assassiné par Action directe.

Le 4 juillet, le siège de Radio Mouvance est perquisitionné.

1986 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

[Guy Dardel](#) fonde le groupe [Prolétaires pour le communisme](#) (PPLC).

Le 12 avril, l'expulsion du squat « L'Usine »⁵² entraîne une émeute à Montreuil.

Le 24 avril, Radio Mouvance est fermée.

En novembre, un squat s'ouvre au 67 rue des Vignoles, dans le 20^e arrondissement de Paris. Cet immeuble est occupé pour reloger dans l'urgence les victimes de la vague d'incendies criminels qui ravage le quartier de la place de la Réunion.

Le 17 novembre, le PDG de Renault, [Georges Besse](#), est assassiné par Action directe.

Le 6 Décembre, une manifestation en hommage à [Malik Ousséline](#) dégénère : nombreux débordements et barricades enflammées au Pont Saint Michel à Paris ; les syndicats étudiants d'encadrement sont débordés^{53,54}.

Le Comité des mal-logés (CML, 1986-1994) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le CML est créé en novembre 1986 par des autonomes, dont le groupe [Prolétaires pour le communisme](#) (PPLC). Le [Comité des mal-logés](#) (CML) met en pratique les principes de la démocratie directe dans ses luttes et dans son organisation interne. Il fédère plusieurs dizaines d'immeubles en lutte et regroupe jusqu'à 500 mal-logés de région parisienne. Toutes les décisions sont prises en assemblée générale avec refus de délégation. Une grande partie des membres du CML sont des salariés des entreprises de nettoyage (comme la COMATEC) qui se syndiquent à la [CNT](#)^{55,56}.

1987 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 21 février, des militants d'Action directe sont arrêtés à [Vitry-aux-Loges](#).

En avril, le CML occupe deux appartements HLM à Paris, au 140 rue de Ménilmontant : deux familles nombreuses y sont relogées.

En juillet, le CML organise une manifestation à Belleville et à Ménilmontant.

1988 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En avril, le CML occupe durant une journée le quartier général de [Raymond Barre](#), en campagne pour l'élection présidentielle.

Le 15 octobre, la manifestation du CML se rend à la Préfecture administrative de Paris. Une délégation est reçue par le Préfet.

1989 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En juin et juillet, des manifestants demandent le rétablissement de la fourniture d'eau dans les squats du CML.

Le 14 juillet, à l'occasion du bicentenaire de la [prise de la Bastille](#) par les [sans-culottes](#), les « sans-cravates » organisent à Paris une manifestation anticarcérale devant la [prison de la Santé](#), avec dégradation de mobilier urbain et cocktails Molotov^{57,58}.

Acteurs [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Les autres collectifs parisiens [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Les Fossoyeurs du vieux monde](#), (1977-1983)⁸.
- Collectif autonome Tolbiac (CAT, 1981-1982).
- Alliance des prisonniers en lutte (APEL, 1981-1994).
- Centre autonome occupé (CAO, 1983-1984).
- Coordination autonome pour des espaces libérés (CAEL, 1983-1984).
- Utilisation subversive des intérêts nuisibles aux espaces (USINE, 15 rue Kléber, Montreuil, 1985-1986)^{59,60,61,62}.
- [Os Cangaceiros](#) (1985-1992)⁶³.
- Association des parents et amis de détenus (APAD, 1985-1994)⁶⁴.

- Collectif Projet radicalement ouvert de luttes ouvrières et sociales (PROLOS 1986-1989)⁶⁵.
- [Prolétaires pour le communisme](#) (1986-1991) : [Guy Dardel](#).
- Association des chômeurs et des précaires (1987-1989) : groupe [négriste](#) animé par Laurent Guilloteau⁶⁶.
- Narbé L'Hermitte (1987-1989).
- Squatters et précaires associés (1987-1989)⁶⁷.
- Sans-cravates (1989)⁶⁸.

Les collectifs de Montpellier [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Le dédale culturel (1968-1973)
- Vivre au présent (vers 1980)
- Vivre vite
- Le Diable au corps (1981-1982)
- Transparence (vers 1980)
- Coordination des squatteurs - La Gaillarde (1981-1982)

Journaux et revues [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- *Gueule Hebdo* (1980).
- *CAT Pages* (1981-1982) : Collectif autonome de Tolbiac.
- *Rebelles* (1981-1993) : mensuel de l'Alliance des prisonniers en lutte.
- *Tout !* (1982-1985).
- *L'Internationale* (1984) : Bruno Baudrillard, Anne-Lise Benoît, Jean Asselmayer, et Dominique Poirret.
- *Molotov et Confetti* (1984-1985).
- *Alerte Rouge* (1984-1985).
- *La Chôme* (1984-1985).
- *Cash* (1987-1989) : Association des Chômeurs et des Précaires.
- *Contre* (1987-1989) : Aris Papatheodorou.
- *Hérésies* (1988-1991) : [Frédéric Oriach](#).
- *Quilombo* (1988-1993) : Aris Papatheodorou.

Radios [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Radio Pirate (1982-1983).
- Radio Mouvance (1983-1986) : Roland Fornari, 5 rue Caplat (18^e)⁶⁹.
- Émission *Parloir libre* (1985-2000) : [Guy Dardel](#) et Nadia Ménenger.

Squats parisiens [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- rue de l'Est (1981-1982).
- rue Piat (20^e, 1982-1983).
- rue des Cascades (20^e, 1982-1983).
- rue de Tlemcen (20^e, 1982-1983).

- 15 rue Kléber (Montreuil, 1985-1986), occupé par le collectif USINE, concert de rock alternatif (Rockàlusine)
- 5 rue Caplat (18^e, 1987-1989).
- rue Lignier (20^e, 1989-1990).

Et une trentaine d'autres. Ils sont ouverts et soutenus par : le [Comité des mal-logés](#), les squatters issus de l'Usine de Montreuil, le CAO (Centre autonome occupé) ainsi que des squats de concert (comme Pali-Kao) de 1986 à 1991, avec des barres entières d'HLM.

Le premier squat (et le plus emblématique) est le 67 rue des Vignoles (20^e), malgré sa récupération par les forces organisées de la future gauche plurielle. Ces forces ont été épaulées par des pro-situs organisés. À partir de cette date, on peut douter de leur degré d'autonomie.

Principaux squats associatifs de Montpellier [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- avenue Saint Maur (1980-1983)- Ass. "Vivre au présent"
- rue de la Gaillarde, accueillant une vingtaine d'associations (1981-1982)- Ass. "le diable au corps"
- route de Lodève, dans les anciens locaux de la CAF (1986-1988)

Années 1990 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Les années 1990 voient l'apparition de la [lutte des sans-papiers](#). Le collectif « Des papiers pour tous ! » joue un rôle fondateur dans cette histoire qui aboutit en 1998 à la création du Collectif Anti-Expulsion (CAE).

1990 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 2 mai, à Paris, deux squats du [Comité des mal-logés](#) (CML) sont expulsés, rue des Vignoles (20^e) et rue de la Fontaine au Roi (11^e). Une cinquantaine de familles de mal-logés se retrouvent à la rue avec leurs enfants. C'est le début du campement de la place de la Réunion.

Du 2 mai au 30 septembre, le square de la Réunion est occupé par le campement du CML.

Deux tendances apparaissent au sein du CML. La première, autour de Jean-Baptiste Ayraud et Jean-Claude Amara, est prête à accepter n'importe quel type de relogement, y compris dans des hôtels. La deuxième refuse les hébergements à l'hôtel. Elle les dénonce comme insalubres et trop chers. Elle exige des relogements en HLM. Ce désaccord aboutit à une scission au sein du CML et de [Prolétaires pour le communisme](#) (PPLC). Jean-Baptiste Ayraud quitte le CML pour créer l'association [Droit au logement](#) (DAL). Au sein de PPLC, au nom de l'efficacité, la tendance de Guy Dardel participe à la création du DAL et quitte le CML. À cette date, la tendance de Guy Dardel quitte le mouvement autonome. Cette situation provoque une crise au sein de PPLC. A l'intérieur, les autonomes s'affrontent ouvertement aux militants du DAL et les accusent de trahison et de collaboration avec le Parti Socialiste.

1991 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le conflit à propos du [Droit au logement](#) (DAL) aboutit à l'autodissolution de Prolétaires pour le communisme (PPLC). La tendance autonome de PPLC crée le « Groupe de prolétaires vers le

communisme » (GPVC, 1991-1994). Le GPVC reste engagé au sein du [Comité des mal-logés](#) (CML). Cet engagement est désormais une lutte contre le DAL. Les autonomes le considèrent comme le représentant de la gauche gouvernementale.

En février, le Comité des mal-logés ouvre une permanence au 53, rue de la Fontaine au Roi.

En juillet, le GPVC publie *L'expérience du CML*⁷⁰. Cette brochure dresse le bilan de la lutte du [Comité des mal-logés](#). Pour le GPVC, les forces politiques de la gauche gouvernementale se sont liguées pour obtenir la dislocation du CML.

1992 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Les Archives de l'Avenir deviennent les [éditions de l'Insomniaque](#). Le GPVC tente de garder en vie le CML autour d'un petit groupe de militants. Le groupe « Apaches » quitte la [Section carrément anti-Le Pen](#) (SCALP).

1993 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En avril, un habitant du 18^e arrondissement de Paris est tué par la police, des émeutes éclatent⁷¹.

A l'université de [Nancy](#), le journal *Cette semaine* (1993-2008), paraît pour la première fois. Il évoluera vers l'[anarchisme](#).

En décembre, la [Coordination des sans-abris](#) est créée. Un campement s'installe devant le ministère des affaires sociales.

1994 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En janvier, la [Coordination des sans-abris](#) (CDSA) ouvre un squat avenue de Breteuil (7^e).

Un collectif autonome est créé à l'occasion du mouvement anti-CIP : le Mouvement d'action et de résistance sociale, dit « MARS ».

Le Collectif d'agitation pour un revenu garanti optimal (CARGO) est fondé par Laurent Guilloteau⁶⁶.

En juillet, la CDSA ouvre un nouveau squat 9 rue Saint-Sauveur (2^e), après son expulsion avenue de Breteuil.

Le GPVC et le [Comité des mal-logés](#) s'auto-dissolvent. Ce dernier publie une dernière brochure avec la Coordination des sans-abris.

À Montreuil, les [éditions de l'Insomniaque](#) s'installent au Condensateur.

Au sein de la [Coordination des sans-abris](#), naît «Travailleurs, chômeurs, et précaires en colère» (TCP).

Le 4 octobre, à la suite d'un braquage à [Pantin](#), une fusillade éclate dans Paris entre la police et deux autonomes, [Audry Maupin et Florence Rey](#)⁷². Trois policiers et un chauffeur de taxi sont tués. Audry Maupin est abattu par la police. Florence Rey est arrêtée puis incarcérée quelques jours plus tard.

1995 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 21 janvier, CARGO intervient sur Canal + à l'occasion de l'invitation de [Jacques Chirac](#) à *L'Hebdo* de [Michel Field](#). Pierre Péronnet demande à Jacques Chirac de s'engager sur la hausse du RMI. Jacques Chirac répond : « Si vous voulez avoir tout tout de suite, Monsieur Péronnet, sachez que ce n'est pas possible ».

"Travailleurs, chômeurs, et précaires en colère" fait campagne contre les vigiles du métro (TRAUM, Tribune de Résistance Active des Usagers du Métro).

Parution de *Tic-Tac* (huit numéros jusqu'en 1997) : « T...I...C, T...A...C..., T'es ici, t'en as assez, Tic-Tac, Si t'en as ta claque de tout ce mic-mac, Sois frénétique, freine pas l'attaque, Pas fanatique mais feinte l'attaque, Sois systématique, le système attaque, Pas trop plastique et place ta claque ».

Durant la [grève du mois de décembre](#), le Collectif d'aide aux manifestants interpellés (CAMI) est créé.

1996 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le Collectif « Des papiers pour tous » (ColPap) : actions de solidarité avec les [sans-papiers](#)⁷³ est créé.

Le 18 mars, 200 sans-papiers occupent l'[Église Saint-Ambroise de Paris](#) pour demander leur régularisation. Le 22 mars, ils sont expulsés et se réfugient dans le gymnase Japy. Le 24 mars, ils sont expulsés du gymnase Japy. Encadrés par l'association [Droits devant !!](#), ils se réfugient durant plusieurs jours dans les locaux de la [Ligue communiste révolutionnaire](#) (LCR) et de différentes associations.

Le ColPap se crée pour dénoncer la gestion de la lutte par Droits devant. L'opposition entre le ColPap et Droits Devant est la suite du conflit entre le [Comité des mal-logés](#) et [Droit au logement](#). Outre ses liens avec la gauche gouvernementale et la LCR, le ColPap reproche à Droits Devant de diviser les sans-papiers en plusieurs groupes, hébergés dans des lieux différents, d'en exclure une partie d'entre eux, et de négocier des régularisations au cas par cas. Le ColPap insiste pour revendiquer une régularisation globale de tous les sans-papiers à l'échelle nationale. Cette revendication est jugée irréaliste par Droits devant et la LCR⁷³.

Le 29 mars, les sans-papiers sont hébergés à la [La Cartoucherie](#) à Vincennes. Le 10 avril, ils occupent la [halle Pajol](#), dans le 18^e arrondissement. Le 28 juin, 300 sans-papiers sont dans l'[église Saint-Bernard de la Chapelle](#). Une dizaine de sans-papiers de Saint-Bernard entament une grève de la faim.

Le 22 août, une cinquantaine de militants du ColPap occupent durant une demi-heure le siège du [Rassemblement pour la République](#).

Le 23 août, après sept semaines de grève de la faim, les sans-papiers sont expulsés de l'église Saint-Bernard et enfermés au [centre de rétention](#) de Vincennes. Le ColPap organise une manifestation dans le bois de Vincennes qui se transforme en émeute.

1997 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La Coordination de résistance et de lutte anti-capitaliste (CRELAC) est créée.

Débuts du [mouvement des chômeurs](#) : le groupe CARGO devient une tendance d'[Agir ensemble contre le chômage](#). Au mois de juin, des bureaux des ASSEDIC et de l'ANPE sont occupés dans toute la France. Le mouvement demande la réévaluation du RMI au niveau du SMIC. À l'initiative de la CGT, le mouvement reprend au mois de décembre en revendiquant une prime de Noël de 3 000 francs pour tous les chômeurs. Le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris est occupé durant la semaine du Nouvel An.

1998 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Au mois de janvier, le mouvement des chômeurs occupe l'[École normale supérieure](#).

À la suite de cette occupation, CARGO rompt avec les autonomes hostiles à la revendication du revenu garanti (dont TCP). La tendance opposée à CARGO se réunit dans l'[Assemblée Générale des chômeurs de Jussieu](#) et organise jusqu'au mois de juin des actions quotidiennes dans la capitale. La [Bourse de commerce de Paris](#) est occupée à la fin d'une manifestation.

Les chômeurs s'invitent tous les jours dans les cantines des entreprises pour y déjeuner gratuitement. Le restaurant, le [Fouquet's](#), sur les Champs-Élysées, subit l'une de ces actions. Parmi les personnes arrêtées par la police au Fouquet's, les médias remarquent la présence d'[Hellyette Bess](#), ancienne militante d'[Action directe](#). Au journal de 20H00 de TF1, Patrick Poivre d'Arvor demande à [Lionel Jospin](#) si ce ne serait pas le signe d'un « climat pré-révolutionnaire ». Un communiqué de la [Confédération nationale du travail](#) (CNT) déclare : « [Hellyette Bess](#) n'est pas une camarade ». Ce communiqué entraîne une rupture entre la CNT et l'AG de Jussieu.

L'une des dernières actions du mouvement des chômeurs est le pillage du magasin Cash Converters de la [rue de la Roquette](#). Quatre chômeurs sont incarcérés deux semaines après cette action.

Le 30 juin, Sébastien Schifres (de TCP) déchire l'un des dix exemplaires originaux de la Constitution de 1958 lors de l'occupation du Conseil constitutionnel. Il rature l'ensemble du texte, et y écrit : « La dictature capitaliste est abolie, le prolétariat décrète l'anarchie et le communisme ».

Le mouvement des chômeurs retombe au début de l'été. Une mobilisation se développe à l'[aéroport de Roissy](#) pour empêcher les expulsions de [sans-papiers](#). Cette mobilisation, initiée à l'origine par les Jeunes contre le Racisme en Europe, aboutit à la création du Collectif anti-expulsion (CAE).

Le 30 septembre, Florence Rey est condamnée à vingt ans de prison pour sa participation à la [fusillade du bois de Vincennes](#).

En octobre, un squat s'ouvre à [Dijon](#), l'[Espace autogéré des Tanneries](#), (1998-2011), centre social, culturel, et politique.

Au sein de TCP, la revue *Karoshi* succède à *Apaches*. *Karoshi* s'affirme comme une revue anti-travail qui élabore une critique du revenu garanti, en opposition avec les thèses défendues par CARGO.

1999 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Au mois de janvier, le CAE occupe l'hôtel Ibis de Roissy, alors utilisé comme centre de rétention pour les sans-papiers.

Le premier numéro de *Tiqqun* paraît : *Organe conscient du Parti Imaginaire - Exercices de Métaphysique critique*, 162 pages, auto-édition. *Tiqqun* est notamment issu de l'AG de Jussieu et dispose d'un local à Paris au 118 [rue Mouffetard](#).

Principaux squats parisiens :

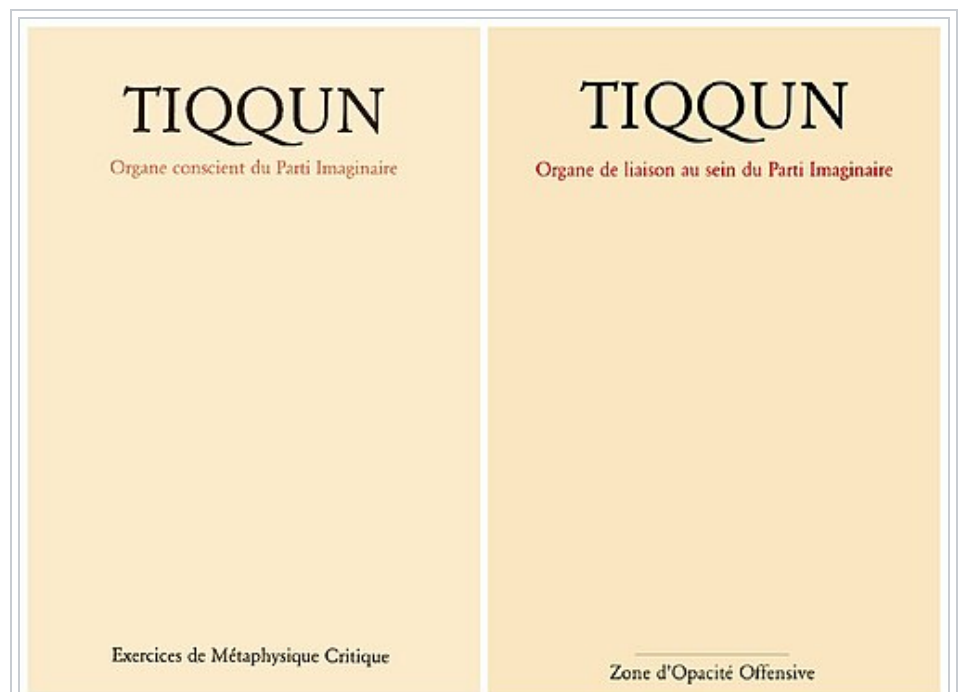
- rue Popincourt (11^e, 1990-1991).
- rue Didot (14^e, 1993) : squat proche de l'[Union des anarchistes](#)⁷⁴.
- avenue de Breteuil (7^e, 1993-1994) : squat de la [Coordination des sans-abris](#) (CDSA).
- 18 rue Saint-Sauveur (2^e, 1994-1996) : squat de "Travailleurs, chômeurs, et précaires en colère" et de la CDSA.
- rue Amelot (11^e, 1994-1995).
- rue de Bagnole (le 105) (20^e, 1994-1996).
- 185 rue de Charonne (11^e, 1997-1998) : squat lié à l'Assemblée des chômeurs de Jussieu.
- avenue Jean Jaurès (19^e, 1998).
- rue des Orteaux (les Zortos) (20^e, 1998-1999) : squat anarcho-autonome.
- rue des Maraîchers (20^e, 1998-2000) : squat du Collectif Anti-Expulsion (CAE).
- « Le 13 » : maison située à l'angle de la rue Jean-Antoine de Baïf et du quai Panhard et Levassor (13^e, 1999-2002).

L'ouvrage de Jean Berthaut, *Parisquat - Des squats politiques à Paris 1995-2000*⁷⁵, évoque cette scène squat parisienne. Ce livre est un recueil de documents et de témoignages de squatters autonomes.

Début du **xxi^e siècle** [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Au début du **xxi^e siècle**, le mouvement se structure progressivement autour de plusieurs tendances⁷⁶ : les communistes, les [tiqquniens](#)⁷⁷, les [courants anti-industriels](#)⁷⁸, les [négristes](#), les [anarchistes](#), les [féministes](#) et les autonomes "autonomes" (sans adjectif ni idéologie).

Les communistes sont un courant marxiste luttant pour l'abolition de l'argent et des rapports marchands. La tendance négriste, représentée par Laurent Guilloteau et la Coordination



Couvertures des deux numéros de *Tiqqun* (1999-2001).

des Intermittents et Précaires d'Île-de-France (CIP-IDF), met en avant la revendication du revenu garanti. Le courant anarchiste est représenté par les journaux *Cette Semaine* (1993-2008) et *Non Fides* (2008-2009). Les positions féministes sont défendues à travers des textes diffusés par le site Infokiosques.

Comme dans d'autres pays, les actions du mouvement sont relayées par le réseau [Indymedia](#). En région parisienne, *Paris-Luttes Info* est le principal média de diffusion depuis 2013.

Années 2000 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Dans les années 2000, le mouvement étudiant impulse une nouvelle dynamique qui entraîne une multiplication des groupes autonomes⁷⁹. Ce mouvement est favorisé par l'arrivée d'internet qui facilite le débordement des syndicats. Le mouvement étudiant atteint son apogée en 2006 lors du [mouvement contre le contrat première embauche](#)⁸⁰. Le mouvement autonome est affaibli par la répression à partir de 2008.

À Dijon, l'[Espace autogéré des Tanneries](#) est légalisé.

2000 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

[Indymedia](#) est créé, ainsi que *L'Envolée* et le collectif « Pour en finir avec toutes les prisons » (2000-2002). Ils sont rejoints par [Abdel Hafed Benotman](#). *L'Envolée* est à la fois une émission de radio anticarcérale et un journal de prisonniers. L'émission de radio diffusée tous les vendredis soir de 19h à 20h30, animée par Nadia Ménenger, Olivier, Francine et Hafed, succède à *Parloir Libre* sur [Fréquence Paris Plurielle](#).

Le Collectif des mal-logés en colère est fondé à Paris.

Tiqqun transfère son local parisien au 18, [rue Saint-Ambroise](#).

2001 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le second numéro de *Tiqqun* paraît : *Organe de liaison au sein du Parti Imaginaire - Zone d'Opacité Offensive*, 292 pages, éditions Belles-Lettres.

Une campagne est lancée pour la libération de Werner Braeuner, militant [anarchiste](#) emprisonné en [Allemagne](#) pour le meurtre d'un directeur d'[ANPE](#).

Une autre campagne des *Témoins de Genova* commence contre la publication par le réseau *Samizdat* de *Multitudes en marche contre l'empire* (éditions *Réflexes*)⁸¹. Ce conflit fait suite au clivage ayant opposé à [Gênes](#) les [Black Blocs](#) et les [Tute Bianche](#), lors des [émeutes anti-G8 de Gênes de 2001](#) en juillet.

Les Black Blocs pratiquent le pillage et le sabotage, utilisent des cocktails Molotov pour attaquer la police. En Italie les [négristes](#) des Tute Bianche s'opposent à ce type d'actions et imposent des affrontements modérés. Issu de *Quilombo*, *Samizdat* relaie en France les positions des *Tutte Bianche*. Les *Témoins de Genova* sont liés au collectif « Pour en finir avec toutes les prisons » et défendent les pratiques des Black Blocs à travers une filiation antinégriste⁸². Autour d'Aris Papatheodorou, *Samizdat* est en rupture avec les autonomes français. Le réseau *Samizdat* est lié à la [Section carrément anti-Le Pen](#) (SCALP) et à la revue *Multitudes*, et reçoit également le soutien de [Serge Quadruppani](#).

2002 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Indymedia-France disparaît et laisse la place à des antennes locales qui apparaissent progressivement après la création d'Indymedia-Paris.

Autodissolution du collectif « Pour en finir avec toutes les prisons » dans une éphémère « Coordination anticarcérale européenne ». La publication et la diffusion du journal et de l'émission de radio de *L'Envolée* se poursuivent dans les années **ultérieures** [archive].

Création à la **Sorbonne** du Comité Universitaire de Libération (CUL).

Du 19 au 28 juillet, un campement **No Border** est organisé à Strasbourg, pour l'abolition des frontières et des nations, la liberté de circulation et d'installation, et l'arrêt des expulsions de « sans-papiers ».

2003 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Les anciens militants de CARGO quittent AC ! pour créer la Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile-de-France (CIP-IDF).

A Paris, le Collectif des Mal-Logés Sans Frontières (CMLSF) est créé.

Quelques **Tiqquuniens** s'installent à **Tarnac**, dans le Limousin, parallèlement à la publication de *l'Appel*.

Le 15 novembre, à Paris, durant la manifestation du Forum Social Européen de l'après-midi, des autonomes affrontent le Service d'ordre de la **CNT**, puis attaquent le cortège du **Parti Socialiste**⁸³. Le soir, 300 personnes manifestent devant la prison de la Santé à l'appel de la Coordination Anticarcérale Européenne.

2004 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Auto-dissolution de "**Travailleurs, chômeurs, et précaires en colère**" (TCP).

Une campagne anti-sécuritaire à l'**université Paris-Nanterre** aboutit à la destruction d'un mur de cloisonnement.

2005 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Autodissolution du Collectif anti-expulsion ; la mobilisation « antirafles » commence.

Outrage : bulletin édité par Action-K (collectif de propagation de contre-culture), *Riot Magazine*, revue papier à publication aléatoire, informations et pratiques insurrectionnelles, paraissent.

Le 15 octobre, le compte-rendu de mandat du maire de Paris, **Bertrand Delanoë**, dans le 19^e arrondissement, est saboté, à la suite de l'occupation du gymnase de l'avenue Jean Jaurès par des habitants du quartier expulsés de leur immeuble. Les gendarmes mobiles font évacuer le gymnase. Le lendemain, le débat tourne court, une bagarre éclate, et Bertand Delanoë est contraint de quitter la salle sous les cris des manifestants⁸⁴.

2006 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

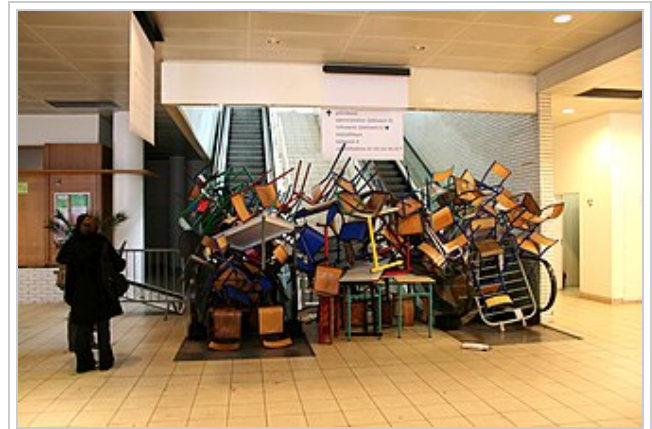
En mars, le [mouvement contre le contrat première embauche](#) agit. À Paris, l'université de Tolbiac est occupée, puis la Sorbonne à son tour pendant trois jours. La Sorbonne est évacuée par la police, puis fermée pendant un mois. Sous l'influence de [Tiqqun](#), les autonomes forment alors le Comité d'Occupation de la Sorbonne en Exil (COSE). Le COSE occupe le Collège de France puis l'[École des hautes études en sciences sociales](#) (EHESS). L'occupation de l'EHESS dure quatre jours et rassemble plusieurs centaines de personnes, dont au moins 200 anarchistes et autonomes réunis en assemblée générale autonome. Des livres et du matériel informatique sont volés, les murs sont couverts de graffitis. Le tag « Mort à la démocratie » fait scandale dans les médias (JT de France 2 du 24 mars 2006⁸⁵, ce tag inspire le titre du livre de Léon de Mattis). Durant les manifestations parisiennes, divers bâtiments sont attaqués, dont les locaux de [Charlie Hebdo](#) (considéré comme un journal bourgeois depuis plusieurs années)⁸⁶.

2007 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le collectif anticarcéral Kaliméro est créé : caisse de solidarité avec les prisonniers.

Michel Gaucher alias Paco et Damien Signoret sont incarcérés durant deux mois, à la suite de la tentative d'incendie, le 10 mai, d'un véhicule garé devant le restaurant Le [Fouquet's](#). [Nicolas Sarkozy](#) y avait fêté son élection quelques jours plus tôt⁸⁷.

En novembre, l'université de Lyon II est occupée. Autoréduction au Leader Price situé à proximité⁸⁸.



Blocage de l'université Paris 8 durant le [mouvement étudiant](#) de 2007.

2008 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 2 avril, à Paris, le Collectif des Mal-Logés En Lutte (2008-2010) est créé.

La construction de l'[aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#) mobilise : la [Zone à défendre](#) (ZAD) est créée et occupée.

Le local parisien de [Tiqqun](#) est fermé.

En novembre, à Rennes, le Mouvement des Chômeurs et Précaires en Lutte (MCPL)⁸⁹ renaît.

Le 11 novembre, dix personnes sont arrêtées et accusées d'avoir saboté des lignes de [TGV](#). La plupart sont des habitants de Tarnac, comme Julien Coupat, Benjamin Rosoux, et Manon Glibert. D'autres, comme Mathieu Burnel, sont des habitants de Rouen. Huit d'entre elles sont libérées début décembre et une autre en janvier 2009. Seul [Julien Coupat](#), présenté comme le « leader », reste en détention préventive sous des accusations de terrorisme, mais il est relaxé le 12 avril 2018 par le tribunal correctionnel de Paris avec son camarade Yildune Levy.

En décembre, *Cette Semaine* publie son 97^e et dernier numéro, après quinze ans d'existence.

Le 31 janvier, un millier de personnes manifestent à Paris pour demander la libération de Julien Coupat. Il est libéré le 28 mai.

En juin, [No Border](#) installe un campement à Calais.

Le 8 juillet, lors d'un rassemblement de soutien à la suite de l'évacuation du squat « La clinique » à Montreuil, Joachim Gatti est éborgné par un tir de flash ball de la BAC du 93. Les blessures reçues par les autres personnes touchées sont toutes localisées sur le haut du corps⁹⁰.

Catherine Charles fonde l'Association pour le Respect des Proches de Personnes Incarcérées (ARPPI, 2009-2011). Une journée anticarcérale est organisée le 10 octobre à Poitiers par le Collectif contre la prison de Vivonne. Elle tourne à l'émeute.

Du 2 au 8 novembre, l'ARPPI appelle à une semaine de mobilisation pour l'abolition des longues peines et la fermeture des quartiers d'isolement. Une manifestation est prévue à Paris le 7 novembre. À cette occasion, le journal *Le Monde* consacre sa une et deux pages au mouvement autonome⁹¹.

Pour contribuer à cette semaine de mobilisation, *L'Envolée* (journal et émission de radio anticarcéral) publie un hors série intitulé Peines éliminatrices et isolement carcéral, reprenant les textes collectifs et les lettres de prisonniers publiés dans le journal entre 2001 et 2009.

Principaux squats

 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

À Rennes :

- *La Marmite*, 7 rue de l'Hôtel-Dieu (10 mars 2001). Espace d'Expérimentation Sociale et Artistique Autogéré ouvert par le Collectif des Résistances et des Alternatives⁹².
- *L'Ekluserie*, 81 rue Alphonse Guérin (2001 - 24 février 2005)⁹³.
- Le 63 rue Claude Bernard (2005)⁹⁴.

En région parisienne :

- Le 104 rue des Couronnes, dans le 20^e arrondissement de Paris (2002 - 22 octobre 2003)⁹⁵.
- *La Clinique*, 42 boulevard de Chanzy⁹⁶, à [Montreuil](#) (2008-2009)⁹⁷.

À Strasbourg : Le 2 route des Romains (décembre 2006 - 30 octobre 2012)⁹⁸.

À Lyon : *La Casa Okupada*, rue Puits Gaillot (2000 - 25 avril 2001)⁹⁹.

À Grenoble : *Les 400 Couverts*¹⁰⁰, et *La kanaille*¹⁰¹ (3 novembre 2001 - 2 août 2005)¹⁰².

À Toulouse : *Le Clandé*, 9 rue de Queven¹⁰³ (1998 - 4 décembre 2006)¹⁰⁴.

Dans les [Cévennes](#) : le hameau de La Picharlerie¹⁰⁵, à [Moissac](#), (2002-2007)¹⁰⁶.

À Marseille : *L'Huilierie Occupée*, 15 boulevard Montrichet (17 février 2000 - 2002)¹⁰⁷.

Dans les années 2010, le mouvement autonome est surtout présent par des [Zones à défendre](#) (ZAD). L'expression « Zone à défendre » est un [néologisme militant](#) utilisé pour désigner l'occupation illégale d'un terrain, généralement en opposition à un projet d'[Aménagement du territoire](#) envisagé par l'État. Les ZAD sont habituellement situées en zone rurale mais l'appellation a également été utilisée en zone urbaine, à [Rouen](#)¹⁰⁸, et à [Décines-Charpieu](#), dans la banlieue de [Lyon](#)¹⁰⁹. On dénombre une dizaine de sites dans toute la France¹¹⁰. D'un point de vue autonome, la ZAD va plus loin que le [squat](#) puisqu'il ne s'agit plus seulement d'occuper un bâtiment mais un terrain beaucoup plus vaste¹¹¹. Les ZAD sont essentiellement des terrains non construits mais elles peuvent avoir vocation à servir pour l'agriculture ou la construction. Dans cette perspective, la ZAD peut être considérée comme une transition entre le squat et la [commune insurrectionnelle](#), comme un saut qualitatif dans le projet révolutionnaire théorisé par les autonomes. En 2017, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes regroupe une centaine de squats dispersés dans la campagne sur une zone de plusieurs kilomètres. Ces maisons ont été soit occupées, soit construites par les zadistes eux-mêmes. L'activité de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est principalement tournée vers l'élevage, l'agriculture, ou l'artisanat¹¹².



La ZAD de Notre-Dame-des-Landes : une Commune libre en construction.

Les autonomes peuvent se distinguer par de la violence envers le système, par exemple avec des incendies de voiture de police ou de fourgons de gendarmerie. « Vomissant [Jean-Luc Mélenchon](#), qu'ils assimilent à un pur produit du "système" mais aussi les syndicats traditionnels, dont-ils traitent volontiers les services d'ordre de "collabos", ces militants vêtus de noir rêvent à la "convergence des luttes", préfigurant le "grand soir" » note [Le Figaro](#)¹¹³.

2010 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

La bibliothèque anarchiste Libertad est créée à Paris.

Le 23 septembre, la réforme des retraites suscite des manifestations dans toute la France.

Le 12 octobre, une grève commence contre la réforme des retraites. À Rennes, les manifestants obligent les commerçants à fermer leurs magasins¹¹⁴.

Le 10 décembre, le [projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes](#) entraîne une manifestation.

2011 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le Rémouleur ouvre à Bagnolet.

Le 28 avril, une cinquantaine de zadistes occupent durant quelques minutes les bureaux de la société Biotope, un bureau d'étude environnementale participant au projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, à [Rezé](#), dans la banlieue de Nantes¹¹⁵.

2012 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le Café-librairie Michèle Firk¹¹⁶ ouvre à Montreuil.

Le 24 mars, une manifestation contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes rassemble 3 000 personnes (selon la police), 10 000 selon les organisateurs, et 200 tracteurs dans le centre de Nantes. Un millier de policiers et gendarmes, un hélicoptère et des canons à eau sont mobilisés. Des affrontements éclatent à la fin de la manifestation.

Le 3 décembre, à Lyon, manifestation contre la construction de la ligne de TGV Lyon-Turin¹¹⁷.

2013 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Ouverture de la Cantine des Pyrénées, Paris 20^{ème}¹¹⁸.

Création de *Paris-Luttes Info*.

À l'université de Nanterre, le journal *AQNI* succède à *La Sulfateuse* avec un usage du second degré toujours plus provocant.

En octobre, la ZAD du [Barrage de Sivens](#) est occupée par le collectif « Tant qu'il y aura des bouilles ». Les zadistes s'opposent à la construction d'un barrage à [Lisle-sur-Tarn](#).

2014 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Création à Paris du Mouvement Inter-Luttes Indépendant (MILI).

En février, à Paris, le Collectif des Mal-Logés Révoltés (2014-2015) se créait à la Cantine des Pyrénées.

En mars, [Serge Quadruppani](#) se présente aux élections municipales à [Eymoutiers](#), dans le Limousin¹¹⁹. Benjamin Rosoux et Manon Glibert sont élus au conseil municipal de [Tarnac](#)¹²⁰.

En août, [Indymedia-Paris](#) ferme.

En septembre, la Bibliothèque Associative de Malakoff (BAM) ouvre.

[Manifestation des 25 et 26 octobre 2014 contre le barrage de Sivens](#). Un manifestant écologiste, Rémi Fraisse, est tué au cours des affrontements. La construction du barrage est suspendue.

Le 1^{er} décembre, le journal hebdomadaire [Lundi matin](#) fait paraître son premier numéro.

2015 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Ouverture à Paris de la bibliothèque anarchiste « La Discordia ».

Durant le week-end des 11 et 12 juillet, plusieurs milliers de zadistes se rassemblent à Notre-Dame-des-Landes sous la bannière « Chauffe la lutte pas le climat » en référence à la [COP21](#).

Le 22 août, [No Border](#) organise une manifestation à [Menton](#), près de la frontière italienne.

2016 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

[Mouvement contre la loi Khomri visant à libéraliser le code du travail](#). À Paris, les autonomes prennent la tête des manifestations¹²¹.

Le 12 janvier, manifestation de soutien aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes devant la préfecture de [Vannes](#), en Bretagne¹²².

Le 16 janvier, entre 2 000 et 5 000 personnes manifestent à Rennes pour la défense de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, accompagnées d'une centaine de tracteurs et de plusieurs centaines de vélos¹²³.

Le 14 juin, manifestation à Paris contre la loi Khomri. Les émeutiers détruisent les symboles du capitalisme : panneaux publicitaires, vitrines de banques ou d'agences immobilières. Certains médias accusent les manifestants d'avoir cassé une vitre de l'[Hôpital Necker-Enfants malades](#)¹²⁴. Un reportage de Thierry Vincent prouve que cette dégradation est le fait d'un individu isolé, rapidement arrêté par les autres émeutiers¹²⁵.

2017 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 25 février, la venue de [Marine Le Pen](#) à Nantes suscite une manifestation. De violents affrontements ont lieu entre les forces de l'ordre et un cortège autonome de plusieurs centaines de personnes¹²⁶.

Le 26 février, une voie d'accès à Nantes est bloquée par des manifestants qui arrosent de peinture un car de militants du [Front national](#) en route pour le meeting de [Marine Le Pen](#)¹²⁷.

Le 19 mars, à Paris, entre la place de la Nation et la place de la République, une « Marche pour la Justice et la Dignité » appelée par un certain nombre de familles de « victimes de la violence policière », rassemble 7 000 personnes selon la police et 15 000 selon les organisateurs. Un cortège autonome est présent en queue de manifestation¹²⁸.

2018 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

A partir du 9 avril 2018, une bonne partie des gardes mobiles de la gendarmerie essaye d'expulser les paysans résistants et les squatteurs venus par solidarité occuper les fermes et les terrains abandonnés par leurs anciens propriétaires de la ZAD de Notre Dame des landes. Des milliers de personnes solidaires viennent de toute la France et de l'étranger résister à ces attaques.

Années 2020 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

2020 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 31 août, la **ZAD du Carnet** est occupée à Frossay, en Loire-Atlantique. Les zadistes s'opposent à un projet d'aménagement du **Grand port maritime de Nantes-Saint-Nazaire**.

2022 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 1^{er} janvier, la revue en ligne *Entêtement*¹²⁹ publie son premier numéro.

Principaux squats [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En Bretagne : *MCA Ker Béthanie*, sur l'île de Groix, au large de Lorient (octobre 2010 – avril 2012).

À Paris :

- 10 bis rue de l'Odéon, dans le 6^e arrondissement (décembre 2009 - mars 2011).
- 7 boulevard Bourdon, dans le 4^e arrondissement (novembre 2010 - mai 2011).

À Besançon : *Casa Marulaz*, 24 place Marulaz (septembre-décembre 2010).

À Bordeaux : *La Base*, 213 cours Balguerrie-Stuttenberg (juin 2010 - 2011).

À Grenoble : 56 rue du Docteur Hermite (novembre 2010 - avril 2011).

Voir aussi [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Bibliographie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Julien Allavena, *L'hypothèse autonome*, Éditions Amsterdam, 10 septembre 2020, 300 p. (EAN 9782354802165)
- *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel, et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, Mustapha Khayati, A.F.G.E.S et éditions de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) de l'Université de Strasbourg, 1966.
- Collectif éphémère, *Retour sur les années de braise : Des groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Toulouse, Centre de recherche pour l'alternative sociale (CRAS), 2005, 28 p. ([lire en ligne](#) ^[archive])
- Hakim Bey, *TAZ, zone autonome temporaire*, Éditions de l'Éclat, 1997, (ISBN 2-84162-020-4), texte intégral ^[archive]. - *L'art du chaos-Stratégie du plaisir subversif*, Ed. Nautilus, 2000, 427 p.
- Collectif U.G.A.L, *Vivre sans temps mort, jour sans entraves*, revue, n^o 1, 1969¹³⁰.
- Groupe *Pour en finir avec le lycée*, Montpellier, *Crève salope*, tract en couleur et illustré, 1970.
- Anonyme, G.A.L Montpellier-Cévennes, *Après les vendanges de la mort, les vendanges de l'amour !*, brochure illustrée, 1971.
- *Tout le Monde dehors !* : « feuille d'info sur les prisonniers en lutte ».
- « [Appel](#) ^[archive] » (Appel à la création de communautés autonomes, rédigé au « 508 », squat politique), sur *rebillyon.info* (consulté le 19 septembre 2020).

Ce texte se situe dans le prolongement de [Tiqqun](#).

- *Une Fièvre impossible à négocier* : roman publié par Flammarion dans lequel [Lola Lafon](#) décrit de manière particulièrement romancée une histoire s'appuyant sur sa connaissance de la mouvance

autonome parisienne.

- *Macache* : « Macache : expression de la négation, rien. Rien, parce que, de cette société de classe, il n'y a rien à vouloir, de sa démocratie rien à attendre. Rien, parce que, face au capital, il n'y a rien à négocier, face à l'État rien à revendiquer. Rien, rien que la guerre sociale ! ». Journal publié par TCP.
- *Asymétrie* : « bulletin communiste pour la guerre civile ». Tendance insurrectionnaliste se référant au [lumpen-prolétariat](#).
- *Meeting* (2004-2008) : « Revue internationale pour la communisation ». Revue plutôt proche de l'[ultra-gauche](#) publiée par C. Brunetti, F. Ménenger, et les Éditions Senonevero.
« [Site des Éditions Senonevero](#) » (version du 18 janvier 2021 sur [Internet Archive](#)).
- *Vidange* : technophobie, squats, et lutte contre la répression.
- Mathieu Amiech et Julien Mattern, *Le Cauchemar de Don Quichotte : sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui*, Éditions Climats. Critique du mode de production industriel.
- *Bachibouzouk* (Hiver 2006-2007) : journal [anti-industriel](#).
- CNT-AIT Toulouse, *L'anarcho-syndicalisme questionné* (essai de synthèse pour la réactualisation des pratiques et idées anarchistes, à la lumière des expériences anarcho-syndicalistes, conseillistes et de l'autonomie ouvrière).
- [Comité invisible](#), *L'Insurrection qui vient*, La Fabrique, 2007 ([OCLC 995237051](#)).
- Le Jardin s'embrase, *Les mouvements sont faits pour mourir...*, éditions tahin party, 2007 nature document=livre sur le [mouvement anti-cpe](#) ([OCLC 470908422](#), [lire en ligne](#) [\[archive\]](#)).
- *Non Fides* (Paris, 2008-2009) : journal [anarchiste individualiste](#) [[lire en ligne](#) [\[archive\]](#)].
- « [Basse intensité \(Bulletin de Contre-Info en Cévennes\)](#) » (version du 5 janvier 2015 sur [Internet Archive](#)).
- *La Sulfateuse* : journal humoristique diffusé par des étudiants de Nanterre (proche du [Comités syndicalistes révolutionnaires](#)).
- Marcel Gay, *Le Coup de Tarnac*, Massot.
- *Rebetiko* (2009-2011).
- *Sic* (2009-2015) : groupe communisateur succédant à *Meeting*.
- *Guerre au Paradis* : journal anarchiste insurrectionnaliste.
- Jacques Philipponneau et [René Riesel](#), « Un État qui règne au-dessus du volcan : face à la domination sociale et au chaos géopolitique mondial se dresse une jeunesse qui refuse de jouer le jeu du *complexe économique-industriel*. S'inventent ainsi des solidarités concrètes et d'autres modes de vie. », *Le Monde*, 5 décembre.
- Comité Invisible, *A nos Amis*, [La Fabrique](#).
- *A nos Clients*, Éditions « Qu'est-ce que tu fabriques ? » : Critique parodique de *A nos Amis* (Comité Invisible, La Fabrique, 2014).
- *Fumigènes et communisme* : courte synthèse sur le mouvement du printemps 2016.
- Comité Invisible, *Maintenant*, La Fabrique.

L'Autonomie [\[modifier | modifier le code \]](#)

- *Anarcho-syndicalisme et Autonomie populaire*, CNT-AIT, 2001.

- *Autonomie populaire et désobéissance civile : Les autoréductions en Italie suivi de La grève de 1979 à Renault Véhicule Industriel (RVI), CNT-AIT Caen, Cahiers de l'anarcho-syndicalisme (CAS), 2007.*
- [Laurent Greilsamer](#), « La galaxie des autonomes », *Le Monde*, 25 et 26 janvier 1978.
- Collectif, *L'Autonomie, le mouvement autonome en Italie et en France*, [Éditions Spartacus](#), n° 90, mars-avril 1978, [extrait en ligne](#) [\[archive\]](#).
- Collectif éphémère, *Retour sur les années de braise Des groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Toulouse, éditions du CRAS, mars 2005 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#)).
- Jean Octave Guerin-Jollet, « L'autonomie politique en France : Itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990 (disponible en bibliothèque universitaire notamment à : Humathèque Condorcet AUBERVILLIERS-Campus Condorcet, et également à : Centre d'histoire sociale du 20e siècle PARIS1-CHS Paris CEDEX 04, France)
- Jean-Baptiste Casanova, « Les Autonomes. Le mouvement autonome parisien de la fin des années 1970 », *Dissidences*, n° 2, 28 septembre 2011, [texte intégral](#) [\[archive\]](#).
- Sébastien Schifres, *La Mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine et sociologie politique, [Université Paris Ouest Nanterre La Défense](#), 2004, [texte intégral](#) [\[archive\]](#).
- Sébastien Schifres, *Le Mouvement autonome en Italie et en France (1973-1984)*, mémoire de master II de sociologie politique, [Université Paris-VIII](#), septembre 2008, [texte intégral](#) [\[archive\]](#).
- [Jan Bucquoy](#) et [Jacques Santi](#), *Autonomes*, ANSALDI, 1985.
- *Action directe. Du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, Seuil, 1986.
- *Paroles directes. Légitimité, révolte et révolution : autour d'Action Directe*, Loïc Debray, Jean-Pierre Duteuil, Philippe Godard, [Henri Lefebvre](#), Catherine Régulier, Anne Sveva, Jacques Wajnsztein, [ACRATIE](#), 1990.
- [Guy Dardel](#), *Un Traître chez les totes*, Actes Sud, 1999 (roman).
- [Parisquat - Des squats politiques à Paris 1995-2000](#) [\[archive\]](#), Jean Berthaut, Atelier de création libertaire, 2008.
- Clément Barette, *La pratique de la violence politique par l'émeute. Le cas de la violence exercée lors des contre-sommets*, mémoire de DEA, [Université Panthéon-Sorbonne](#), 2002.
- Paolo Stuppia, *L'Héritage des mouvances situationniste, autonome et anti-industrielle dans les tracts du mouvement du printemps 2006*, dossier de recherche de master 1, [Université Panthéon-Sorbonne](#), 2007.
- Collectif « Le jardin s'embrase », *Les mouvements sont faits pour mourir...* [\[archive\]](#), Tahin Party, 2007, 220 p. (ISBN 978-2-912631-16-9) : texte sur le mouvement anti-CPE.
- Gaël Cogné, Autoportraits d'autonomes, *Libération*, 18 février 2009, [texte intégral](#) [\[archive\]](#).
- Rémy Piperaud, *Radiographie du mouvement autonome*, mémoire de master II, [Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines](#), 2009.
- Isabelle Mandraud, [Caroline Monnot](#), « L'archipel des autonomes », *Le Monde*, 7 novembre 2009, [texte intégral](#) [\[archive\]](#).

- Davide Gallo Lassere, *Contre la loi travail et son monde. Argent, précarité et mouvements sociaux*, Éditions Eterotopia, 2016 : traitement du sujet d'un point de vue proche des opéraïstes en avançant l'idée « de la socialisation des revenus et de son lien avec les luttes antiraciales ».
- Serge Cosseron, *Les militants d'ultragauche ont « une volonté d'aller au contact des forces de l'ordre »*, Le Parisien, 18 octobre 2017, [[lire en ligne](#) [archive]].
- **Christophe Bourseiller**, *Le temps des révolutions minuscules*, Le Monde, 6 juin 2009, [[lire en ligne](#) [archive]].

Les situationnistes [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Patrick Marcolini, *Le mouvement situationniste - une histoire intellectuelle*, Éditions L'échappée, 2012.
- **Pascal Dumontier**, *Les situs et mai 68*, éditions IVREA, 1997.
- *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, **René Vienet**, Éditions Gallimard, 1968.
- Sergio Ghirardi, *Nous n'avons pas peur des ruines - les situationnistes et notre temps*, préface de Raoul Vaneigem, Éditions L'Insomniaque, 2003.
- *Internationale situationniste*, réédition des 12 numéros de 1958 à 1969, Éditions Arthème Fayard, 1997 et 2004.
- *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel, et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, **Mustapha Khayati**, éditions de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) de l'Université de Strasbourg, 1966 ; multiples rééditions dont : éditions Champ Libre, 1976 et Éditions Sulliver, 1995.
- **Guy Debord**, *La société du spectacle*, Éditions Buchet-Castel, 1967.
- **Raoul Vaneigem**, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Éditions Gallimard, 1967.

Liens externes [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Interview de Jean Bilski, Journal *Libération* des 19 et 20 mai 1976](#) [archive]
- [Archives-Autonomies](#) [archive]
- [Reportage sur l'Usine de Montreuil \(1986\)](#) [archive]
- [Infokiosques](#) [archive]
- [Paris-Luttes Info](#) [archive]
- [Indymedia-Nantes](#) [archive]
- [L'Envolée](#) [archive]

Articles connexes [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Internationale situationniste](#)
- [Anarchisme en France](#)
- [Extrême gauche en France](#)
- [Histoire des luttes pour le logement en France](#)
- *Lundi matin*
- [Entêtement](#) [archive]

Notes et références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

1. ↑ ^a et ^b Laurent Choulet, *L'insurrection situationniste*, Dagorno, 2000, 351 p. (ISBN 978-2-910019-39-4), p. 228
2. ↑ Sébastien Schifres, *La Mouance autonome en France de 1976 à 1984*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine et sociologie politique, Université Paris-Nanterre, 2004, [texte intégral](#) [archive].
3. ↑ CASANOVA Jean Baptiste, Maîtrise [Franck Georgi, Jean-Louis Robert], Univ. Paris 1 CHS, 2002, 186 p., « [Les « Autonomes », le phénomène autonome dans la France des années 1970](#) [archive] », sur *Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS)*, 3 novembre 2020 (consulté le 6 mai 2024).
4. ↑ Sébastien Schifres, « Depuis 5 ans, il y a une résurgence du mouvement autonome », *L'Express*, 12 novembre 2008 ([lire en ligne](#) [archive])
5. ↑ ^a et ^b Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche: situationnistes, conseillistes, communistes de conseils, luxemburgistes, communistes de gauche, marxistes libertaires, communistes libertaires, anarchistes-communistes, néo-anarchistes, gauches communistes--*, Denoël, coll. « Denoël impacts », 2003 (ISBN 978-2-207-25163-8)
6. ↑ [vidéo] « [Ni Vieux Ni Traîtres](#) [archive] », ALT, 7 décembre 2014, 94:24 min (consulté le 27 mai 2024)
7. ↑ [vidéo] « [Les squats](#) [archive] » (consulté le 9 mai 2024) Reportage sur les occupants rénovateurs rue de l'Ourq Paris le 10 aout 1983, FR3 Ile de France
8. ↑ ^a et ^c « [Sommaires de la revue Les Fossoyeurs du Vieux Monde \(1977-1983\) - \[Fragments d'Histoire de la gauche radicale\]](#) [archive] », sur *archivesautonomies.org* (consulté le 6 juin 2024).
9. ↑ Jean-Octave Guérin-Jollet, « L'autonomie politique dans l'Europe des années 1970 : approches transnationales d'un phénomène protéiforme », *Histoire Politique. Revue du Centre d'histoire de Sciences Po*, n° 42, 1^{er} octobre 2020 (ISSN 1954-3670, DOI 10.4000/histoirepolitique.681, [lire en ligne](#) [archive], consulté le 12 mai 2024)
10. ↑ Marie-Claude Blanc-Chaléard, « 46. Les travailleurs immigrés en quête d'autonomie: », dans *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, 1^{er} novembre 2014, 521–532 p. (ISBN 978-2-7071-8341-5, DOI 10.3917/dec.pigen.2014.01.0521, [lire en ligne](#) [archive])
11. ↑ Isabelle Sommier, « Aux antipodes des extrémistes d'hier, les radicaux d'aujourd'hui: », *Pouvoirs*, vol. N° 179, n° 4, 7 octobre 2021, p. 103–113 (ISSN 0152-0768, DOI 10.3917/pouv.179.0103, [lire en ligne](#) [archive], consulté le 11 mai 2024)
12. ↑ CNT, « La CNT contrainte à une manifestation tendue », *Indymedia-Nantes*, 16 novembre 2003 ([lire en ligne](#) [archive])
13. ↑ Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière: études sur le syndicalisme d'action directe*, Gallimard Seuil, coll. « Hautes études », 1988 (ISBN 978-2-02-010105-9)
14. ↑ Ballast 2014 Numéro 1 Hiver 2014, « [Castoriadis ou l'autonomie radicale](#) [archive] », sur *Cairn*, Éditions Aden, 2014 (consulté le 11 mai 2024).
15. ↑ Guy Debord, « La question de l'organisation pour l'IS », *Internationale situationniste*, Paris, Éditions Arthème Fayard, vol. n° 12, 1969, p. 112-113, Réédition : p. 680-681 (ISBN 2-213-59912-2) :

« nous ne pouvons reconnaître de groupe autonome sans milieu de travail autonome; ni la réussite durable d'un groupe autonome sans action unie avec les ouvriers... »

16. ↑ Jean-Baptiste Casanova, « Les Autonomes. Le mouvement autonome parisien de la fin des années 1970. Publié initialement sur le site de Dissidences.net », *Dissidences*, n° 2, 28 septembre 2011 (ISSN 2118-6057, [lire en ligne](#) [archive], consulté le 12 mai 2024)
17. ↑ Guy Debord, Asger Jorn, Michèle Bernstein, Ralph Rumney et Abdelhafid Khatib, « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale : Révolution et contre révolution dans la culture moderne », *Internationale situationniste*, n° Annexe 2 de la réédition des 12 numéros, 1957, 1997 et 2004, p. 689-701 (ISBN 2-213-59912-2)
18. ↑ Collectif éphémère, *Retour sur les années de braise. Des groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Toulouse, Centre de recherche pour l'alternative sociale, mars 2005, 28 pages ([lire en ligne](#) [archive]), p. 10

19. † Sébastien Schifres, *Le Mouvement autonome en France de 1976 à 1984, Chronologie*, Université de Nanterre, 2004 ([lire en ligne](#) [[archive](#)])
20. † **(en)** Kristof Greedy, « The influence of the french student movement on the society : Unter dem Pflaster, der Strand », *Students - From revolution to stagnation ?*, Innsbruck, Autriche, n° 1, 24 octobre 1996, p. 16-17
21. † Jacques Lévy-Stringer, *Les marginaux: une nouvelle force politique en France*, Fayolle, coll. « Intervalle », 1977 (ISBN 978-2-86221-001-8)
22. † « "Du fric ou on vous tue !" [[archive](#)] », sur *Les Éditions des mondes à faire* (consulté le 6 juin 2024).
23. † Sébastien Schifres, "Entretien avec Jacques Le Sage de La Haye et Nicole Fontan" [[archive](#)], Université de Nanterre, 2004.
24. † Leparc (Denis), Azémar (Alain), Kerorguen (Yan de), « [Revue Recherches, Histoires de la rue des Caves](#) [[archive](#)] », sur *editions-recherches.com* (consulté le 27 mai 2024) : « http://www.editions-recherches.com/revue/extraits/extrait_19.pdf [[archive](#)] ».
25. † « [Matériaux pour l'intervention \(Groupe\)](#) [[archive](#)] », sur *data.bnf.fr* (consulté le 27 mai 2024).
26. † « [15 avril 1976 : manifestation étudiante à Paris - Vidéo Dailymotion](#) [[archive](#)] », sur *Dailymotion*, 19 février 2009 (consulté le 10 mai 2024).
27. † « Le meurtrier, qui s'est donné la mort aurait eu des activités anarchistes », *Le Monde.fr*, 15 mai 1976 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 6 mai 2024)
28. † collectif "pièces et main d'œuvre", « [L'invention du « sécuritaire »](#) [[archive](#)] », sur *piecesetmaindoeuvre.com*, 21 avril 2007 (consulté le 6 mai 2024).
29. † « [Retour sur les années de braise Les groupes autonomes et l'organisation Action Directe](#) [[archive](#)] », sur *infokiosques.net*, 2 décembre 2007 (consulté le 6 mai 2024).
30. † « [Courant alternatif \(OCL\) \(1980 - ...\) - \[Fragments d'Histoire de la gauche radicale\]](#) [[archive](#)] », sur *archivesautonomies.org* (consulté le 27 mai 2024).
31. † Jean-Baptiste Casanova, « Les Autonomes. Le mouvement autonome parisien de la fin des années 1970. Publié initialement sur le site de Dissidences.net », *Dissidences*, n° 2, 28 septembre 2011 (ISSN 2118-6057, [lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 27 mai 2024)
32. † Frédéric Stévenot, « MAÎTRE Pierre », dans *Le Maitron*, Maitron/Éditions de l'Atelier, 24 janvier 2022 ([lire en ligne](#) [[archive](#)])
33. † Jann-Marc Rouillan et Thierry Discepolo, *Dix ans d'Action directe: un témoignage, 1977-1987*, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2018, 408 p. (ISBN 978-2-7489-0368-3), p. 43
34. † « [Sommaires de la Gueule Ouverte : Années 1977-1978 - n°169, p 2](#) [[archive](#)] » [[PDF](#)], sur *archivesautonomies.org* [[Fragments d'Histoire de la gauche radicale](#)], 4 août 1977 (consulté le 27 mai 2024).
35. † « [Sommaires de la revue Camarades \(1974-1978\), n°6, p3](#) [[archive](#)] » [[PDF](#)], sur *archivesautonomies.org* - [[Fragments d'Histoire de la gauche radicale](#)], novembre 1977 (consulté le 27 mai 2024).
36. † Marie Piquemal, « [Les grands moments des 50 ans de Libé : 1977, les autonomes envahissent le journal](#) [[archive](#)] », sur *Libération* (consulté le 27 mai 2024).
37. † « Explosions contre des pylônes et des bâtiments de l'E.D.F. », *Le Monde.fr*, 22 novembre 1977 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 27 mai 2024)
38. † « " Les autonomes de Paris " revendiquent une violente manifestation rue La Fayette », *Le Monde.fr*, 9 mars 1978 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 27 mai 2024)
39. † [Voir le journal télévisé d'Antenne 2 du 14 janvier 1979.](#) [[archive](#)] Voir aussi [Une offensive gauloise](#) [[archive](#)],
40. † Grisélidis Réal, "Se prostituer est un acte révolutionnaire, lieu-dit : prostitution", *Marge* n° 13, novembre-décembre 1977, p.4. [[archive](#)]
41. † Voir [le journal télévisé de TF1 au soir de la manifestation](#) [[archive](#)], [un texte](#) [[archive](#)] et [un autre](#) [[archive](#)] de l'Observatoire de Téléologie, [un reportage écrit de Jean-Baptiste Casanova](#) [[archive](#)], et enfin [le mémoire de maîtrise de Sébastien Schifres sur la mouvance autonome](#) [[archive](#)] (voir particulièrement les entretiens).

42. ↑ mars 1979 : La « république populaire de Longwy » [archive] : « Le 23 mars 1979, près de 300 000 personnes participent à la marche des sidérurgistes de Longwy sur Paris. »
43. ↑ Les Autonomes. Le mouvement autonome parisien de la fin des années 1970. [archive]
44. ↑ Le 23 mars 1979, à Paris [archive], sur le site de l'Observatoire de Téléoologie, ainsi que le texte de Jean-Baptiste Casanova, cité dans la source précédente.
45. ↑ Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, *Action Directe, du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Seuil, 1986, p. 218.
46. ↑ « Peaux de lapins ! La «Fusillade de Vincennes» (1994) [archive] », sur *Lignes de force*, 23 novembre 2014 (consulté le 12 mai 2024).
47. ↑ « PARIS AU QUOTIDIEN Zola dans le 19e Pas squatters, " occupants rénovateurs "... », *Le Monde.fr*, 30 novembre 1982 (lire en ligne [archive], consulté le 12 mai 2024)
48. ↑ « "Du fric ou on vous tue !" [archive] », sur *Les Éditions des mondes à faire* (consulté le 12 mai 2024).
49. ↑ Yvan Stefanovitch et Jacques-Marie Bourget, *Des affaires très spéciales : 1981-1985 / Jacques-Marie Bourget, Yvan Stefanovitch page 65*, 1986 (lire en ligne [archive])
50. ↑ Valérie Marange, « ETUDIANTS La «zone» des tempêtes », *La Gueule Ouverte*, n° 313, 21- mai 80, p. 4 (lire en ligne [archive] [PDF])
51. ↑ Pierre Turpin, *Les révolutionnaires dans la France social-démocrate: 1981-1995*, Harmattan, 1997 (ISBN 978-2-7384-5759-2)
52. ↑ « La folle nuit à l' " usine " de Montreuil », *Le Monde.fr*, 15 avril 1986 (lire en ligne [archive], consulté le 12 mai 2024)
53. ↑ [vidéo] « Malik Oussekine, 6 décembre 1986 | Archive INA [archive] » (consulté le 8 mai 2024)
54. ↑ Encyclopædia Universalis, « France. Pause dans la politique des réformes après l'agitation universitaire. 2-10 décembre 1986 - Événement [archive] », sur *Encyclopædia Universalis* (consulté le 8 mai 2024).
55. ↑ Groupe de prolétaires vers le communisme, « le comité des mal logés : oser lutter oser vaince », *Brochure*, 1991 (lire en ligne [archive], consulté le 6 mai 2024)
56. ↑ Commission Journal, *Courant Alternatif : Paris : Interview du comité des mal logés*, Atelier Graphique Reims, l'organisation communiste libertaire (OCL), 1988, 36 p. (lire en ligne [archive]), p. 6 à 11
57. ↑ « Têtes coupées et sans cravates », *Le Monde*, 16 juillet 1989 (lire en ligne [archive]).
58. ↑ « Comité des Sans-Cravates - Ficedl - Affiches [archive] », sur *placard.ficedl.info* (consulté le 6 mai 2024).
59. ↑ « Utilisation Subversive des Intérêts Nuisibles aux Espaces [archive] », sur *Montray Kréyol*, 17 juillet 2017 (consulté le 6 mai 2024).
60. ↑ [vidéo] « Punk rock français, les années 80 - Antenne 2 [archive] » (consulté le 7 mai 2024)
61. ↑ La Horde, « Red Warriors : Interview de Julien et Rico (2005) [archive] », sur *La Horde*, 26 mai 2024 (consulté le 26 mai 2024).
62. ↑ J.O. Guerin-Jollet, F. Georgi et M. Pigenet, *L'autonomie politique en France: itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, 2011, 1256 p. (lire en ligne [archive] ) , p. 327-328
63. ↑ J.O. Guerin-Jollet, F. Georgi et M. Pigenet, *L'autonomie politique en France: itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, 2011, 1256 p. (lire en ligne [archive] ) , p. 305-323
64. ↑ « Sommaires du Bulletin de l'Association des Parents et Amis de Détenus (1986-1988) - [Fragments d'Histoire de la gauche radicale] [archive] », sur *archivesautonomies.org* (consulté le 28 mai 2024).
65. ↑ J.O. Guerin-Jollet, F. Georgi et M. Pigenet, *L'autonomie politique en France: itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, 2011, 1256 p. (lire en ligne [archive] ) , p. 328
66. ↑ ^a et ^b Serge Cosseron, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, coll. « À présent », 2007 (ISBN 978-2-03-582620-6), p. 94
67. ↑ Jean Octave Guerin-Jollet, « L'autonomie politique en France : itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990 | [archive] » , sur *search.worldcat.org* (consulté le 28 mai 2024), p. 330.
68. ↑ J.O. Guerin-Jollet, F. Georgi et M. Pigenet, *L'autonomie politique en France: itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, 2011, 1256 p. (lire en ligne [archive] ) , p. 320

69. † « [Schoop | La mémoire de la FM > Les fiches de Radio Mouance - Radio Mouance International \(75\) - www.schoop.fr \[archive\]](#) », sur *schoop.fr* (consulté le 29 mai 2024).
70. † Groupe de prolétaires vers le communisme, « Oser lutter, oser vaincre : L'Expérience du CML », *Brochure du Comité des mal-logés*, juillet 1991 ([lire en ligne \[archive\]](#)).
71. † « L'hymne du macadam Les manifestations dans le 18 arrondissement de Paris ont révélé une violence anarchique, sans leader, ni stratégie », *Le Monde.fr*, 13 avril 1993 ([lire en ligne \[archive\]](#), consulté le 12 mai 2024)
72. † « [L'affaire Rey-Maupin, cinq morts en plein Paris \[archive\]](#) », sur *lejdd.fr*, 21 novembre 2013 (consulté le 12 mai 2024).
73. † ^a et ^b « [Sans-papiers : chroniques d'un mouvement \[archive\]](#) », sur *Le Monde diplomatique*, 1^{er} juillet 1997 (consulté le 12 mai 2024).
74. † Philippe Tersand et Catherine Hargnies, *Guy Georges: un ami insoupçonnable*, Stock, 2000 (ISBN 978-2-234-05285-7)
75. † Jean Berthaut, *Parisquat, des squats politiques à Paris, 1995-2000*, Atelier de Création Libertaire, 2008 ([lire en ligne \[archive\]](#))
76. † Isabelle Mandraud et Caroline Monnot, « L'archipel des autonomes », *Le Monde*, 7 novembre 2009 ([lire en ligne \[archive\]](#))
77. † Marcel Gay, *Le coup de Tarnac*, Florent Massot, 2009 (ISBN 978-2-916546-34-6, OCLC 319496866, [lire en ligne \[archive\]](#))
78. † « Un Etat qui règne au dessus du volcan », *Le Monde.fr*, 4 décembre 2014 ([lire en ligne \[archive\]](#), consulté le 12 mai 2024)
79. † *Constellations: trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle*, l'Éclat, coll. « Premier secours », 2014 (ISBN 978-2-84162-351-8)
80. † J.O. Guerin-Jollet, F. Georgi et M. Pigenet, *L'autonomie politique en France: itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, 2011, 1256 p. ([lire en ligne \[archive\]](#)), p. 396
81. † *Gênes, 19-20-21 juillet 2001: multitudes en marche contre l'empire*, Reflex, 2002 (ISBN 978-2-914519-03-8)
82. † « [infokiosques.net \[archive\]](#) », sur *infokiosques.net* (consulté le 12 mai 2024).
83. † « Les partis politiques défilent en fin de manifestation », *Le Figaro*, 16 novembre 2003 ([lire en ligne \[archive\]](#))
84. † Tonino Serafini, « Provocation et baston dans le XIXe », *Libération*, 7 octobre 2005 ([lire en ligne \[archive\]](#))
85. † « [Évacuation de l'EHESS - Vidéo Dailymotion \[archive\]](#) », sur *Dailymotion*, 4 mai 2008 (consulté le 12 mai 2024).
86. † *Les mouvements sont faits pour mourir*, Tahin Party, 2007 (ISBN 978-2-912631-16-9)
87. † Gaël Cogné, « [Autoportraits d'autonomes \[archive\]](#) », sur *Libération*, 18 février 2009 (consulté le 6 mai 2024).
88. † Olivier Bertrand, « A Lyon, les «totos» squattent la fac », *Libération*, 3 décembre 2007 ([lire en ligne \[archive\]](#))
89. † MCPL, "Présentation du mouvement, présupposés, revendications et actions depuis novembre 2008", CIP-IDF. [\[archive\]](#)
90. † « [Flashball : l'IGS pointe un non-respect des règles \[archive\]](#) », sur *Le Nouvel Obs*, 19 août 2009 (consulté le 6 mai 2024).
91. † « L'archipel des autonomes », *Le Monde.fr*, 7 novembre 2009 ([lire en ligne \[archive\]](#), consulté le 6 mai 2024)
92. † « [Rennes: Communiqué de La Marmite \[archive\]](#) » (consulté le 12 mai 2024).
93. † hastaluego, « [Rennes: Expulsion de l'Ekluserie \[archive\]](#) », sur *fr.squat.net*, 25 février 2005 (consulté le 10 octobre 2021).
94. † hastaluego, « [Rennes: Ouverture d'un nouveau squat, rue Claude Bernard \[archive\]](#) », sur *fr.squat.net*, 27 mai 2005 (consulté le 10 octobre 2021).
95. † Anne-Marie Fèvre, « [150 flics pour le 104 \[archive\]](#) », *Libération*, 23 octobre 2003 (consulté le 10 octobre 2021).
96. † Willy Le Devin, « [Trois policiers jugés pour des blessures au flash-ball \[archive\]](#) », sur *Libération* (consulté le 6 juin 2024).
97. † « [Montreuil \(93\) : La police vise des manifestants à la tête, tire et blesse très grièvement l'un d'eux \[archive\]](#) », sur *fr.squat.net*, 9 juillet 2009 (consulté le 10 octobre 2021).

98. † Filou Curieux, « [Strasbourg: Petit compte-rendu de l'expulsion du 2 route des Romains](#) [archive] », sur *fr.squat.net*, 2 novembre 2012 (consulté le 10 octobre 2021).
99. † « [Lyon: Expulsion du squat Casa Okupada](#) [archive] » (consulté le 12 mai 2024).
100. † François Carrel, « [Le squat des 400 Couverts fait de la résistance](#) [archive] », sur *Libération* (consulté le 6 juin 2024).
101. † « [BOUH!](#) [archive] », sur *bouh.poivron.org* (consulté le 6 juin 2024).
102. † « [Grenoble: Les 400 couverts on the road again !](#) [archive] » (consulté le 12 mai 2024).
103. † « [Le Clandé expulsé](#) [archive] », sur *ladepeche.fr* (consulté le 6 juin 2024).
104. † « [Toulouse: Le Clandé re-expulsé](#) [archive] » (consulté le 12 mai 2024).
105. † Françoise Clavairolle, « La destruction d'un lieu de mémoire, entre émotion et résistance », *Livraisons de l'histoire de l'architecture*, n° 22, 10 décembre 2011, p. 21–32 (ISSN 1627-4970, DOI 10.4000/lha.148, lire en ligne [archive], consulté le 6 juin 2024)
106. † Carole Rap, « [Ci-gît «la Pich» et le souvenir du maquis](#) [archive] », sur *Libération* (consulté le 6 juin 2024).
107. † « ["Marseille: ouverture de l'Huilerie occupée", Squatnet, 3 mai 2000.](#) [archive]
108. † Reporterre, « [Une journée sur la Zad urbaine de Rouen - expulsée vendredi matin](#) [archive] », sur *Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre* (consulté le 12 mai 2024).
109. † Reporterre, « [A Lyon, expulsion de la première ZAD... mais la deuxième résiste toujours](#) [archive] », sur *Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre* (consulté le 12 mai 2024).
110. † Aurélien Hélias, « Zones à défendre : les aménageurs face à une nouvelle contrainte », *Courrier des Maires et des élus locaux*, 2 février 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 12 mai 2024)
111. † *Défendre la ZAD*, Éditions de l'Éclat, 2018 (ISBN 978-2-84162-441-6)
112. † « [Notre-Dame-des-Landes : pas d'expulsion avant l'examen des dossiers déposés par les zadistes](#) », *Le Monde.fr*, 24 avril 2018 (lire en ligne [archive], consulté le 12 mai 2024)
113. † « [Violences de l'ultra-gauche : la police en alerte](#) [archive] », sur *Le Figaro*, 13 octobre 2017 (consulté le 12 mai 2024).
114. † yotogui, « [Précaires et scolarisés en action : Rues marchandes, centre commercial, plate forme logistique et laiterie bloqués à Rennes](#) [archive] », sur *CIP-IDF*, 11 mai 2024 (consulté le 12 mai 2024).
115. † « [Biotope reçoit de la visite !](#) » *Indymedia Nantes* [archive] », sur *nantes.indymedia.org* (consulté le 12 mai 2024).
116. † « [Montreuil : un café librairie vandalisé, des ouvrages féministes et anti-racistes détériorés](#) [archive] », sur *actu.fr*, 22 août 2023 (consulté le 6 juin 2024).
117. † « [LA LUTTE NO TAV ARRIVE À LYON - OCL - Organisation Communiste Libertaire](#) [archive] », sur *oclibertaire.lautre.net* (consulté le 12 mai 2024).
118. † Lola Keraron, « La Cantine des Pyrénées, une cuisine solidaire et subversive », *Silence*, vol. n° 541, n° 4, 1^{er} avril 2025, p. 11–13 (ISSN 0756-2640, DOI 10.3917/sile.541.0011, lire en ligne [archive], consulté le 26 septembre 2025)
119. † Centre France, « [Millevaches : élections sur un plateau insoumis](#) [archive] », sur *lepopulaire.fr*, 18 mars 2014 (consulté le 6 juin 2024).
120. † Centre France, « [Municipales 2020 - Nouvelle offensive d'élus contre les "contestataires" du plateau de Millevaches](#) [archive] », sur *lamontagne.fr*, 12 décembre 2019 (consulté le 6 juin 2024).
121. † « [A Paris, contre la loi Travail, un cortège de tête à l'aise avec la violence | Les Inrocks](#) [archive] », sur *lesinrocks.com* (consulté le 12 mai 2024).
122. † Ouest-France, « [Vannes. Les opposants à l'aéroport quittent la préfecture](#) [archive] », sur *Ouest-France.fr*, 11 janvier 2016 (consulté le 12 mai 2024).
123. † Ouest-France, « [NDDL. Environ 4 000 anti-aéroport ont défilé à Rennes](#) [archive] », sur *Ouest-France.fr*, 14 janvier 2016 (consulté le 12 mai 2024).
124. † Mathias Destal, « [Manif du 14 juin : la démonstration de force des autonomes](#) [archive] », sur *Marianne*, 15 juin 2016 (consulté le 17 juin 2016).

125. ↑ « **VIDEO. "Envoyé spécial". "Nous sommes tous des casseurs"** [archive] », sur *Franceinfo*, 15 mars 2017 (consulté le 12 mai 2024).
126. ↑ « **Nantes : des heurts lors d'une manifestation contre la venue de Marine Le Pen** [archive] », sur *SudOuest.fr*, 25 février 2017 (consulté le 12 mai 2024).
127. ↑ AFP, « **Nantes : des incidents en marge d'un meeting de Marine Le Pen** [archive] », sur *Libération* (consulté le 12 mai 2024).
128. ↑ Par Le 20 mars 2017 à 21h56, « **7 000 personnes contre les «violences policières», à Paris : des interpellations** [archive] », sur *leparisien.fr*, 20 mars 2017 (consulté le 12 mai 2024).
129. ↑ « **Janvier 2022** [archive] », sur *Entêtement* (consulté le 7 juillet 2023).
130. ↑ René Bianco, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française-1880/1983*, Lille, Atelier National de Reproduction de Thèses -ANRT, 1988

v · m

Mouvement autonome par pays

[afficher]

v · m

Échiquier et idéologies politiques en France

[afficher]

v · m

Organisations terroristes et de guérilla des années 1970 et 1980

[afficher]



Portail de la politique française



Portail de l'anarchisme



Portail du communisme

Catégorie : **Mouvement autonome en France** [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 25 avril 2026 à 08:44.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité À propos de Wikipédia Avertissements Contact Contacts juridiques & sécurité Code de conduite

Développeurs Statistiques Déclaration sur les témoins (cookies) Version mobile